

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 381 - 4F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
F-67000 Strasbourg.

FEVRIER 1985  
20<sup>e</sup> ANNEE

4 FF  
2 FS

n° 381

## NON A L'HYSTERIE ANTITERRORISTE !

Qu'on ne compte pas sur nous pour hurler avec les loups. La mort de René Audran ainsi que les différents attentats attribués à Action Directe, à la RAF et aux CCC n'ont pas pris de court les différents Etats, leurs Etats-majors politiques et militaires, ni tous les ténors de droite comme de gauche de l'intox idéologique bourgeoise, qui prennent leur aubaine dans les augees de l'impérialisme. Tous y sont allés de leur couplet sur "l'euro-terrorisme", les "menaces contre la démocratie fondement du monde occidental libre". Depuis un certain temps déjà les stratèges de l'impérialisme US, de l'OTAN et des Etats européens s'étaient préparés à la possibilité d'actes de ce genre, dans la perspective de renforcer le dispositif de répression policière et judiciaire déjà existant et d'orchestrer, sur une grande échelle, une campagne idéologique d'intoxication militariste visant à accélérer les préparatifs de guerre.

En cela l'objectif est, pour toutes les forces bourgeoises et impérialistes, de renforcer leur domination sur les masses ouvrières et laborieuses des pays industrialisés soumises à une exploitation accrue et de forger une mobilisation idéologique impérialiste dans la perspective d'une nouvelle guerre conçue comme une solution bourgeoise à la crise qui frappe l'ordre capitaliste mondial, à l'Ouest comme à l'Est.

LA REALITE DE L'ORDRE IMPERIALISTE ET CAPITALISTE:  
UNE VIOLENCE ET UNE TERREUR SYSTEMATIQUES . . .

Avant de donner une première évaluation des attentats commis, il nous semble important de rappeler quelle est la réalité qui sous-tend et alimente cette vaste campagne idéologique et matérielle qui n'en est qu'à ces débuts.

Commençons donc par notre propre impérialisme. L'impérialisme français est le troisième exportateur mondial d'armes, derrière les 2 gangsters impérialistes que sont les USA et l'URSS, ce qui représente un marché d'environ 35 milliards de francs par an.

Quant à la Direction des Affaires internationales du ministère de la Défense, dont René Audran était le directeur adjoint, elle s'occupe précisément, comme l'a noté la presse bourgeoise, de l'organisation des exportations d'armes françaises et de la coopération internationale en matière de fabrication des armements.

Les superprofits dégagés par les exportations d'armes assurent entre autres à l'impérialisme français les moyens d'une intervention militaire dans le but de consolider sa politique de brigandage et de rapine. Est-il besoin de rappeler que les ventes d'armes françaises aux différents Etats d'Afrique représentent, pour la période 1978-1982, 3,9 milliards de dollars courants, que l'aide militaire française à l'Afrique représente en 1984 800 millions de francs, que le chiffre d'affaire du groupe Thomson représente plus de 5 fois le PNB du Mali ? De plus l'impérialisme français bénéficie de conflits aussi meurtriers que réactionnaires comme, par exemple la guerre Iran-Irak (qui se solde par plus de 500 000 morts) tout en contribuant à les entretenir pour dégager de substantiels profits.

Bien entendu ce qui est valable pour l'impérialisme français l'est aussi pour les autres gangsters impérialistes comme les USA ou ceux de l'Europe occidentale, (sans parler de l'impérialisme russe obligé de compenser sa relative faiblesse financière et économique par le recours à des méthodes plus ouvertement militaires).

Aussi convient-il de souligner que la vente des armes ne sert pas à défricher les terres, à cultiver des pâquerettes et encore moins à améliorer le sort des masses des pays industrialisés ou du Tiers-Monde mais bien à consolider la domination politique et militaire des Etats impérialistes et de leurs alliés locaux (1).

. . . AU SERVICE D'UNE EXPLOITATION SANGLANTE ET FORCENEE.

L'accumulation de cette violence bourgeoise et impérialiste est elle-même l'expression d'une exploitation quotidienne aussi violente qu'implacable. Elle se traduit dans les métropoles industrialisées par une défense systématique des profits arachés aux travailleurs soumis à l'esclavage salarié, par des licenciements massifs, par 33 millions de chômeurs, par les accidents du travail, par une misère chaque jour accrue pour les masses (centaines de morts de froid en Europe cette année, suicides, espérance de vie réduite, etc.); dans les pays du Tiers-Monde l'exploitation forcénée des

En définitive, sur la base de cette réalité, tous sont d'accord, au-delà de leurs rivalités et sous des formes différentes, pour exercer une exploitation impitoyable aussi féroce que sanglante sur les masses laborieuses dans les pays industrialisés comme dans les pays périphériques: blindage de l'appareil d'Etat et des méthodes de répression policière et judiciaire, derrière un masque démocratique multipartiste dans les pays de l'OCDE, régimes parlementaires plus ou moins galonnés comme en Turquie, en Corée du Sud ou au Vénézuéla, dictatures plus ou moins ouvertes dans des pays comme le Chili, la Syrie, l'Irak, la Tunisie, l'Egypte, les Philippines et bien d'autres encore sans oublier l'oppression et la répression systématisées dans les pays de l'Est.

Le souci de consolider cette domination se traduit également par une intensification de la lutte des services secrets et du terrorisme d'Etat. C'est dans ce cadre que Reagan, comme le note l'hebdomadaire "le Point" du 4-10 février 1985, a décidé d'assouplir en avril 1984 l'exécutif order 12233 qui est censé ... interdire l'assassinat comme moyen d'action des services secrets.

Plus généralement, le renforcement de l'énorme arsenal répressif, fondé sur la menace et sur l'usage de la violence capitaliste contre les masses du monde entier, s'intègre dans les préparatifs d'une nouvelle guerre conçue comme une solution bourgeoise (au moyen de massacres et de boucheries) à la crise qui frappe l'ordre impérialiste mondial et qui est loin de se résorber. Ce qui explique que chaque contradiction incompressible du système et chaque tension servent aujourd'hui de prétexte à une gigantesque campagne de mobilisation idéologique militariste. En définitive la crise économique, financière, politique militaire du système impérialiste et capitaliste mondial se traduit par une violence étatique et militaire toujours plus systématique pour résoudre l'accumulation des tensions (ce qui entraîne l'explosion de heurts encore plus importants) et pour asservir les masses ouvrières et exploitées par tous les moyens y compris la terreur guerrière et les massacres, avec en perspective, s'il n'y a pas l'alternative de la révolution prolétarienne, une nouvelle boucherie impérialiste.

( Suite en page 4 )

LA QUESTION DU TERRORISME :  
VOIR NOTRE DOSSIER EN PAGES 4 ET 5.

## Nouvelle-Calédonie : répression et enlèvement

Chaque jour le jeu ignoble de la gauche et du gouvernement en Nouvelle-Calédonie dévoile davantage le masque "anti-colonial" avec lequel le PS a réussi depuis des années à berner la plus grande partie de la population kanake et, à notre connaissance, pratiquement toutes les organisations indépendantistes, ce masque s'effrite et laisse apparaître le visage hideux de l'ordre et de la répression coloniale: assassinat de Machoro et de Nonaro dans lequel la responsabilité de Pisoni et du gouvernement de gauche est totale (voir le texte du tract à l'intérieur), emprisonnement de dizaines de militants kanaks parmi les plus déterminés, état d'urgence s'exerçant exclusivement contre les kanaks alors que la droite et les caldoches gardent toute leur liberté d'action et même collaborent ouvertement aux opérations de "maintien de l'ordre".

De retour de son safari mélanésien, Mitterrand n'a-t-il pas clairement annoncé ses couleurs: bleu-blanc-rouge ? Ce qui détermine son action c'est le maintien de l'ordre et la défense des intérêts de la France dans cette région (intérêts économiques et militaires que nous avons analysés dans notre précédent numéro). Et d'annoncer immédiatement le renforcement des bases et des effectifs militaires à Nouréa. Jolie façon de "faire la coutume" aux tribus kanakes, à ces "innocents sauvages" dont il veut sauver les âmes des démons cubains, libyens ou australiens !

LE VERITABLE JEU DE LA GAUCHE.

On est loin des proclamations de 1979 communes au PS et au Front Indépendantiste (qui s'est dissout pour laisser la place au FLNKS en septembre 84) affirmant "la juste revendication d'indépendance du peuple kanak" et la volonté du PS de "soutenir et de garantir le droit du peuple kanak de décider de son avenir". Et quand le candidat Mitterrand promet en mai 1981 d'examiner immédiatement après son élection "les conditions à réaliser pour que la "population de Nouvelle-Calédonie soit en "mesure d'affirmer son caractère propre", cette formulation volontairement floue et

fumeuse (qui démontre qu'il n'était jamais question de renoncer réellement aux intérêts vitaux de l'impérialisme français) a été prise pour argent comptant par les indépendantistes, qui ont même demandé à leur député Roch Pidjot de s'apparenter au groupe socialiste de l'Assemblée Nationale. Ils ont patiemment attendu que le gouvernement de gauche ponde et fasse voter le 28 mai 84, y compris par le PCF qui prend à présent des poses anticoloniales, le statut Lemoine, qui prévoit un référendum en ... 1989, auquel participerait un corps électoral défini par l'Assemblée Nationale et par un Comité Etat-Territoire dans lequel la représentation kanake n'est que d'un cinquième !

( Suite en page 2 )

## OU VA L'AMERIQUE ?

Pour son discours sur "l'état de l'union", le 6 février dernier, Reagan eut recours au style dithyrambique de précheur baptiste qui plaît tant, paraît-il, à son public: "les temps sont venus d'une seconde révolution américaine de chance et d'espoir; une révolution qui nous portera jusqu'à de nouveaux sommets de progrès en repoussant les frontières du "savoir et de l'espace; une révolution de l'esprit qui exaltera l'âme de l'Amérique, et nous "assurera la puissance la plus grande que nous ayons jamais connue; et une révolution qui "amènera sur nos rivages la promesse dorée de la liberté humaine dans un monde en paix, "etc, etc."

Ce discours était destiné à donner chaud au coeur à ces couches moyennes qui, en accordant massivement leurs voix au président sortant lors des élections de novembre, avaient voulu voter pour la fin de la crise et le retour à la prospérité passée. Discours d'autant plus nécessaire que le capitalisme US n'a à offrir que du sang et des larmes, même à ces couches qui avaient cru bénéficier du "rêve américain", comme l'a encore démontré, quelques jours auparavant, le projet de budget présenté par l'administration.

MISERE CROISSANTE A UN PÔLE, RICHESSE CROISSANTE A L'AUTRE.

Si on se fie à la presse et aux médias bourgeois, il semblerait pourtant que l'optimisme d'un Reagan est fondé. La croissance n'a-t-elle pas repris aux USA et atteint des chiffres élevés, voire si on accepte les données officielles, des records historiques ? Le chômage n'a-t-il pas reculé et 6 millions d'emplois nouveaux n'ont-ils pas été créés depuis 4 ans ? Les succès du "Reaganisme" ne sont-ils pas si évidents que même le gouvernement de gauche français se met à l'école du libéralisme et va chercher outre-atlantique des remèdes à la crise ?

La réalité du redémarrage de l'économie US est en effet indéniable. Ce redémarrage, entamé en 1983, s'est accéléré au début de 1984 et s'est poursuivi, quoique à un rythme de plus en plus ralenti, jusqu'à aujourd'hui. L'inflation est retombée à des niveaux d'avant la crise (moins de 4% en 1984), le chômage a incontestablement diminué et est devenu inférieur aux taux européens. L'an dernier les profits des en-

treprises ont augmenté de 14 % après une augmentation de plus de 20 % l'année précédente.

Mais qui dit augmentation des profits, dit augmentation de l'exploitation: la meilleure santé de l'économie, ce sont les masses et en premier lieu les travailleurs américains qui l'ont payé. Une polémique a fait rage, il y a quelques mois, dans les journaux US, car les statistiques révélèrent que la "classe moyenne" diminuait en nombre, alors que grossissaient les couches inférieures de la société. Pour la sociologie bourgeoise, font partie de la classe moyenne aussi bien les travailleurs très qualifiés et bien payés que les couches inférieures de la petite-bourgeoisie salariée; le phénomène de "disparition de la classe moyenne", farouchement nié par les journaux, s'explique par les diminutions du salaire réel et le chômage qui a frappé y compris les travailleurs "aristocratiques" de secteurs aussi

( Suite en page 7 )

# Nlle-Calédonie : répression et enlisement

( Suite de la page 1 )

L'adoption du plan Lemoine a donc évidemment bouleversé les données de la situation. Pidjot a démissionné du groupe socialiste en juin et la stratégie du Front Indépendantiste (1) qui s'était constitué en 1979 à l'occasion d'élections territoriales, dans une perspective d'alliance avec la gauche, a dû être reconsidérée.

Le Front Indépendantiste a dû s'autodissoudre et a engendré le 24 septembre 84 le Front National de Libération Kanake et socialiste (FLNKS), composé pratiquement des mêmes organisations(2) auxquelles se sont joints divers comités et syndicats (dont l'USTKE, union des syndicats de travailleurs kanaks et exploités).

Le FLNKS n'a pas de programme politique, économique et social en dehors d'une référence fumeuse au "socialisme", mais se reconnaît dans l'opposition au plan Lemoine, pour le boycott à toute élection organisée dans le cadre colonial, pour l'autodétermination à la seule population kanake, pour la lutte "en priorité contre l'opresseur colonial, la France" et "contre le capitalisme et l'impérialisme pour instaurer une société socialiste plus juste".

Quant aux moyens de lutte: "la lutte de libération nationale est globale: elle se mène à tous les niveaux en même temps"; la stratégie "vise à instaurer progressivement la légitimité kanake, sur le terrain, par des opérations concrètes qui manifestent son droit, opposée à la légitimité coloniale" (proclamations du congrès de fondation).

Il est évident que tout militant révolutionnaire, tout prolétaire conscient des intérêts de sa classe, ne peut que se réjouir de cette déclaration de rupture entre les indépendantistes et le PS, qui ouvre une brèche dans l'ordre colonial et démocratique. Bien sur il ne s'agit pas pour autant de s'illusionner sur la volonté réelle et sur la capacité effective de ces forces, qui ont si longtemps coopéré avec le gouvernement de gauche, à respecter cette orientation nouvelle. Il n'est pas question non plus pour nous de considérer ce front comme une organisation effectivement révolutionnaire. En même temps il constitue une donnée incontournable dans l'analyse de la situation locale. A notre connaissance il n'y a pas pour l'instant, en Nouvelle-Calédonie, de force se disant révolutionnaire ou ouvrière un tant soit peu active au sein de la population kanake qui ne soit liée à l'une des organisations du FLNKS (en particulier semble-t-il au Palika, qui recèle les tendances plus radicales).

Cela dit nous nous démarquons des positions classiques de l'extrême-gauche, que ce soit des courants trotskystes, de l'anti-impérialisme suiviste ou de l'indifférentisme ultra-gauche.

Si la classe ouvrière de la métropole et les révolutionnaires internationalistes sont concernés au plus haut point par de tels ébranlements de l'ordre impérialiste et colonial, c'est qu'ils ouvrent des perspectives de lutte de classe dans les régions dominées, mais aussi et indirectement, en métropole.

La mise en lumière de la nature impérialiste de la gauche (aussi bien du PS que du PC, qui essaie à présent de relayer le PS, comme il l'a toujours fait dans de telles circonstances, en Indochine comme en Algérie) constitue à cet égard un axe essentiel de la propagande et de l'agitation, lié au refus de toute solution à la Pisani et à la revendication claire de l'indépendance immédiate et sans condition de la Nouvelle-Calédonie, et de la restitution de tout le territoire et de toutes ses richesses à la seule population kanake.

Cette perspective est la seule qui établisse une démarcation claire d'avec l'impérialisme et le gouvernement de gauche.

C'est cette frontière que le gouvernement et Pisani veulent précisément masquer, en se présentant comme arbitre entre les kanaks et les caldoches, aidés en cela par les partis de droite et d'extrême-droite, localement comme en métropole, qui dénoncent Pisani et le PS comme des alliés des indépendantistes. L'extrême-gauche aussi participe à cette mystification, quand elle reproche à la gauche de subir trop passivement la pression des colons.

En réalité la situation objective est celle-ci: Pisani et le gouvernement laissent s'agiter et s'organiser les seuls caldoches, en convergence avec les forces de l'ordre officielles (dont les tireurs d'élite du GIGN, tellement doués pour neutraliser les trouble-fêtes) afin de terroriser les kanaks et de peser sur le FLNKS pour le ramener complètement sur le terrain électoral et pacifique.

Et les journalistes de "Libération" de s'étonner de la forme et de l'optimisme de Pisani ! C'est qu'elle manoeuvre bien, cette canaille !

## BASES SOCIALES ET TRAJECTOIRE DE L'INDEPENDANTISME.

Les actions menées par le FLNKS en novembre et en décembre, entre autre par Machoro: boycott actif des élections territoriales, barrages, occupation de Thio, séquestration d'un sous-préfet, désarmement et intimidation de colons caldoches, paralysie de l'économie, particulièrement des mines de nickel et de plusieurs ports, etc., n'étaient qu'un début d'application des orientations du Front, qui a remporté sur ce terrain de réels succès tout en renforçant son audience.

Il est évident que cette dynamique a surpris et partiellement dépassé la direction du FLNKS qui envisage plutôt l'action comme une méthode pour peser sur le gouvernement et lui faire accepter une renégociation du plan Lemoine, plus que comme un moyen d'établir réellement un rapport de force face aux caldoches et à l'Etat.

On connaît la suite: l'arrivée de Pisani, la fin de l'occupation de Thio et la libération du sous-préfet (malgré l'assassinat de 10 militants kanaks dont deux frères de Tjibaou à Hiengène), en échange d'une négociation. Le coup porté par l'assassinat de Machoro et de Nonnaro le 12 janvier, peu après l'exposé du plan Pisani (indépendance-association avec maintien non seulement des intérêts militaires et économiques français, mais main-à-mainte de l'Etat français sur les rouages essentiels du futur "Etat associé", référendum associant les caldoches et la grande majorité des métropolitains) a mis fin à cet épisode de lutte qui avait culminé dans l'occupation de Thio.

Des dizaines d'arrestations et l'état d'urgence appliqué aux seuls kanaks a complété le dispositif répressif. Le moment était politiquement propice à la neutralisation des forces les plus actives sur le terrain et à une contre-offensive coloniale. La suite a montré qu'en effet le FLNKS ne s'est nullement radicalisé après ce massacre, mais poursuit les négociations en cédant de plus en plus de terrain, malgré les sentiments de révolte de la base.

C'est que le revirement du cartel indépendantiste de l'été dernier, qui passait subitement, en changeant de nom, sur le terrain de la lutte extra-électorale, ne reposait pas sur des bases solides et profondes. Certes, les militants du Palika (qui entouraient d'ailleurs Machoro dans la petite compagnie qu'il animait) prônaient depuis des années ces méthodes de lutte plus radicales.

Mais ce n'est pas le "stage politico-militaire" improvisé en octobre 84 en Libye pour une vingtaine de militants indépendantistes qui pouvait préparer en profondeur, "militairement" et politiquement, la population à un affrontement prolongé avec l'Etat et avec les milices caldoches, armées et entraînées depuis des années !

Et les dirigeants du FLNKS n'avaient pas pour autant rompu les liens multiples, politiques, coutumiers, personnels, qui les liaient de longue date à l'appareil d'Etat et aux autres forces politiques, y compris le RPCR (par exemple, selon "Libération" du 9-10/02, Tjibaou entretient des rapports très cordiaux avec son beau-frère, Henri Wetta, vice-président du RPCR).

Une analyse claire des bases sociales, des faiblesses et des potentialités de la lutte indépendantiste exige quelques repères historiques.

C'est en 1853 que la France prend officiellement possession de l'archipel. La colonisation de peuplement s'accroît après la Commune et l'arrivée massive d'exilés. Les communautés kanakes sont repoussées dans les montagnes et sur des terres incultes; l'agriculture traditionnelle très ancienne et perfectionnée, est démantelée. Les révoltes de 1878 et de 1917 sont noyées dans un bain de sang.

De 1917 à 1946 les kanaks sont asservis au régime de l'indigénat: ils ne peuvent quitter les réserves que pour s'acquitter d'un impôt sous forme de travail obligatoire ou service des colons et de l'Etat: la capitation.

Ils sont totalement exclus de la citoyenneté et de la société marchande et capitaliste.

Comme on le voit, le capitalisme au stade suprême, l'impérialisme, soit quand c'est son intérêt retrouver les formes du servage (qu'il avait abolies en Europe pour s'épanouir).

Avant de porter des jugements hâtifs sur la nature "bourgeoise" du mouvement kanak, il faut se souvenir que le colonialisme a délibérément maintenu longtemps les formes communautaires et tribales de ces populations.

Et le processus d'assimilation et d'intégration, engagé en 46, l'accès à la scolarisation en 52 et au droit de vote en 56 n'a pas pour autant détruit ces structures sociales auxquelles les kanaks se sont rattachés pour survivre.

Depuis les années 75, l'Etat a bien essayé de favoriser la propriété terrienne kanake individuelle, pour engager une différenciation sociale profonde et une dis-

solution des liens communautaires, qui constituaient jusqu'à présent un ciment anti-colonial, mais sans succès.

Indéniablement l'évolution sociale en Nouvelle-Calédonie a suivi un cours très particulier, probablement unique dans les DOM-TOM. La population kanake n'a participé que marginalement à la vie économique. Une faible partie constitue un prolétariat, souvent occasionnel, mais toujours lié au village. Le gros du prolétariat calédonien est fourni par l'immigration (de Wallis et Futuna, de Tahiti, d'Asie).

Par ailleurs de nombreux kanaks ont constitué une forme de petite-bourgeoisie intellectuelle: pasteurs, curés, instituteurs et d'autres se retrouvent cadres dans l'administration et dans des entreprises (par exemple le ministre des finances du FLNKS qui était PDG d'Air-Calédonie). On en trouve également liés aux milieux d'affaires, dont certains soutiennent ouvertement le FLNKS (et font d'ailleurs l'objet de représailles de la part des caldoches).

Il est donc erroné d'affirmer qu'il n'y a pas de différenciation sociale, de classes distinctes, d'agriculteurs, de bourgeois, de petits-bourgeois et de prolétaires kanaks. Mais cette différenciation reste limitée et n'a pas détruit les structures communautaires villageoises et tribales. En raison de l'importance de la colonisation caldoche, de l'immigration de prolétaires venus de tout le Pacifique, du caractère très accessoire de l'agriculture dans l'économie locale, les kanaks ont été marginalisés par le développement économique et l'intégration n'a été que limitée.

Cette notion est essentielle pour comprendre toute la trajectoire de l'Union Calédonienne, et la situation actuelle.

A l'origine, de 1951 aux années 70, l'Union Calédonienne luttait pour l'assimilation et l'égalité dans le cadre du système colonial.

Cette perspective n'ayant guère porté ses fruits, ni dans le sens de la formation d'une bourgeoisie indigène ni dans le sens d'une prolétarianisation significative, et face aux frustrations engendrées par le boom du nickel puis par le revirement de conjoncture, et aussi sur la lancée de l'agitation étudiante (68-73), s'est développé au travers de divers groupes et partis un mouvement indépendantiste.

L'Union Calédonienne a pris le virage à sa façon en s'alliant à la gauche dans la perspective d'une indépendance négociée avec l'Etat français dans le cadre électoral et légal.

Comme on l'a vu, elle a réussi à associer presque toutes les forces indépendantistes à cette perspective par la constitution du Front Indépendantiste en 79, et nous avons montré le cours historique qui a mené à l'affrontement actuel, affrontement qui est certes limité et déséquilibré mais qui constitue une évolution indiscutablement positive si l'on considère l'arrière-plan politique qui a prévalu jusqu'il y a quelques années.

Evidemment il se trouvera certains pour estimer que l'exacerbation des contradictions entre la population kanake d'un côté, les colons et l'impérialisme français de l'autre (ces deux forces étant nécessaires l'une à l'autre en Nouvelle-Calédonie, même si les intérêts à court terme sont différents), engendre une régression de la conscience prolétarienne parmi les kanaks au profit de l'idéologie bourgeoise. Selon cette analyse les prolétaires kanaks devraient revenir à la politique d'assimilation et avant tout se fondre dans le prolétariat local, mépriser cette mesquine lutte nationaliste et anticoloniale pour rejoindre la perspective, oh combien plus exaltante, de la révolution prolétarienne.

Mais c'est passer un peu vite sur le fait colonial qui précisément étouffe complètement toute possibilité d'une lutte de classe moderne où les prolétaires de Nouvelle-Calédonie pourraient se reconnaître quelle que soit leur origine géographique ou ethnique.

Dans une situation pareille, il est impossible que le prolétariat se mette en mouvement en tant que classe, indépendamment de l'Etat impérialiste et de tous ses relais (partis de gauche, directions syndicales), s'il ne prend pas aussi en charge la lutte contre l'oppression coloniale, pour la restitution des terres et des richesses du sous-sol aux kanaks, pour l'indépendance immédiate et sans condition.

De la même façon, dans des situations où le processus de prolétarianisation est d'ailleurs bien plus avancé, il serait criminel de demander aux prolétaires palestiniens de négliger la lutte contre l'oppression nationale et coloniale exercée par Israël, en fusionnant avec le prolétariat sioniste, ou aux prolétaires noirs d'Afrique du Sud de rejoindre les prolétaires blancs tout en abandonnant la lutte contre l'apartheid.

Mais de reconnaître et de mener la lutte contre des formes particulières d'oppression (raciales, coloniales) n'implique nullement pour les prolétaires de se soumettre aux forces bourgeoises ou petites-bourgeoises qui convergent vers le même objectif.

D'ailleurs on ne peut même pas dire qu'il reste aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie un potentiel révolutionnaire bourgeois (et, du coup, une possibilité stratégique pour le prolétariat de révolution double). En effet les formes communautaires pré-capitalistes, qui restent très vivaces, ne constituent qu'un phénomène marginal sur le plan économique. Plus que de véritables rapports de production pré-capitalistes qui seraient à détruire ou à dépasser pour permettre l'épanouissement des rapports de production modernes, il s'agit de rapports de survie, tels que le capitalisme peut les maintenir ou même les mettre en place dans certaines circonstances (non seulement dans les colonies, mais aussi en temps de guerre par exemple).

Il n'y aurait qu'une seule façon véritablement révolutionnaire de traiter la question de l'indépendance kanake, c'est la façon prolétarienne, qui permettrait même de s'appuyer sur les formes communautaires au travers de la nationalisation des terres pour socialiser plus rapidement la production agricole.

Mais il est clair qu'aujourd'hui cette perspective prolétarienne, à laquelle nous oeuvrons dans la mesure de nos moyens, est très lointaine.

En attendant nous soutenons activement la revendication kanake comme un levier contre l'Etat impérialiste et toutes les forces, de gauche et de droite, à son service.

Tel est le premier objectif de notre campagne contre la répression coloniale, pour l'indépendance immédiate et sans condition, pour la restitution de toutes les richesses à la population kanake, contre toute forme de compromis qui maintiendrait la présence économique et militaire de l'impérialisme français.

En même temps cette orientation est un préalable à l'apparition du prolétariat comme force indépendante sur la scène politique et sociale.

C'est en effet la seule façon pour les prolétaires de toutes origines en Nouvelle-Calédonie de surmonter les barrières ethniques et historiques qui les divisent en raison du fait colonial.

Pour la classe ouvrière la lutte anti-coloniale aujourd'hui en Kanaky ne constitue pas une étape révolutionnaire bourgeoise préliminaire à la lutte politique prolétarienne, mais une exigence pour que la classe puisse se dégager de tout lien avec le colonialisme et le social-impérialisme.

Il n'y a pas d'autre façon pour le prolétariat de monter en scène pour ses objectifs propres, avec sa propre organisation politique, et de ne plus laisser toute l'initiative aux orientations petites-bourgeoises, conciliatrices avec l'impérialisme, qui animent le cartel interclassiste que constitue le FLNKS.

**NON A LA REPRESSION COLONIALE !  
IMPERIALISME FRANCAIS HORS DE NOUVELLE-CALÉDONIE !  
INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION !**

1) Le Front Indépendantiste regroupait l'Union Calédonienne (fondée en 1951 sous l'influence des Eglises et favorable à l'origine à l'assimilation des kanaks, qui s'est ensuite quelque peu radicalisée dans les années 70), le Parti Socialiste Kanak (PSC), l'Union Progressiste Mélanésienne (UPM), le Front Uni de Libération Kanake (FULK) et le Parti de Libération Kanake (Palika) lequel a ensuite scissionné, seul le parti Libération Kanake Socialiste restant dans le Front Indépendantiste.

2) Le LKS s'est retiré du front, opposé au boycott des élections de novembre, alors que le PALIKA est rentré dans le FLNKS.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, comptes-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

### SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

Souscription par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de: VALENTINI.

7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 Strasbourg

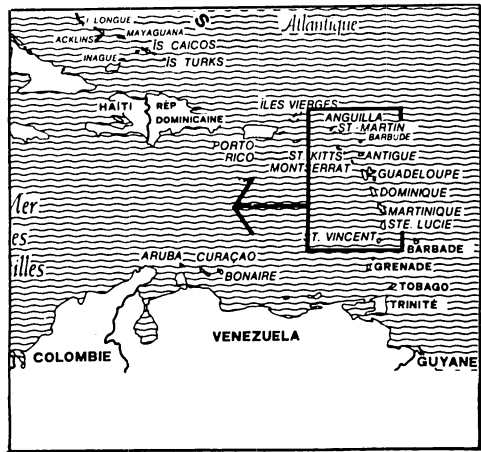
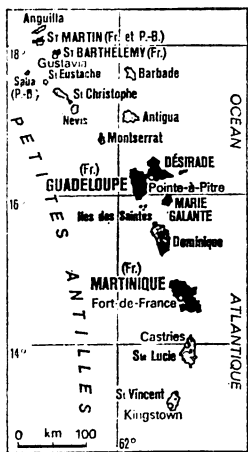
# Guadeloupe : procès de l'indépendance et loi coloniale

7 ans pour Luc Reinette, Imbert Marboeuf, Henri Paratout et Louis-Sydney (ce dernier est en fuite) et 5 ans pour Marie-Line Peter, Joël Nankin et Jacques Grizelin. C'est le verdict prononcé contre les indépendantistes guadeloupéens devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre.

Aux promesses électorales de la gauche a répondu la violence anti-coloniale comme l'annonçait un communiqué de l'ARC en 1983 (voir le Proletaire 374), qui revendiquait la lutte pour l'indépendance contre le colonialisme français. Cette réponse armée ne saurait surprendre que les ignorants ou les faux-naïfs à la Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui faisait mine de s'étonner en 83 de ces "méthodes" avec lesquelles "on ne parviendra pas à résoudre les problèmes qui sont ceux des DOM".

Ce à quoi l'ARC répondait à juste titre: "la force est aujourd'hui terminée, la tragédie commence pour la France...". Force tragique, en effet, car avec plus de deux siècles de colonisation on ne saurait trouver une seule mesure positive et désintéressée, de la part de l'autorité coloniale, dont les peuples opprimés des DOM-TOM auraient bénéficié; ceci n'empêche pas les éternels discours sur "les bienfaits de la civilisation" de se propager jusqu'à aujourd'hui dans la bouche de ceux qui se prétendent socialistes ou communistes sans la moindre gêne.

Du rétablissement de l'esclavage (réaboli en 1848 en partie sous la pression des révoltes anti-esclavagistes) et de la répression sanglante menée par la bourgeoisie française dès son apparition sur la scène politique au XVIII<sup>e</sup> siècle (Toussaint Louverture, enfermé par Bonaparte au château de Joux) à l'expropriation et à l'exploitation de la population noire qui ont sévi continuellement depuis, sous des formes diverses, la domination coloniale n'est qu'un long chemin d'humiliations, de mépris, d'étouffement des aspirations des peuples colonisés (1). Déportation de la terre africaine, esclavage, travail dans les bagnes de la canne à sucre, immigration en métropole, répressions sanglantes des révoltes.



En Guadeloupe, il existe un secteur tertiaire non productif qui regroupe 65 % de la population active et représente

80,5 % du PIB; tandis que pour l'agriculture (10 % du PIB) où domine la canne à sucre, la banane, les ananas, il y a 43 grands domaines monopolisant 53 000 ha contre 28 000 ha sur lesquels survivent 18 000 petits paysans. D'autre part, le prolétariat agricole a diminué de moitié par suite de l'effondrement du marché mondial du sucre ces dernières années.

Le procureur de la République, Jean-Louis Bec, qui a déclaré au cours de son réquisitoire, à l'adresse des indépendantistes, "vous ne recrutez vos bandes que parmi la petite-bourgeoisie..." est donc bien mal placé pour donner des leçons de sociologie, alors qu'il est clair que l'oppression coloniale et l'exploitation capitaliste qui a transplanté l'essentiel du prolétariat guadeloupéen en France sont le résultat d'une seule et même politique de défense économique et militaire de l'impérialisme français dans cette partie du monde. En retenant les faits énoncés ci-dessus, il va de soi que nous affirmons notre solidarité avec les indépendantistes guadeloupéens condamnés par l'impérialisme français, indépendamment du programme politique qui les gui-

C'est une longue histoire d'oppression systématique et d'exploitation implacable qui a dessiné la physionomie actuelle des îles Caraïbes et du Pacifique Sud.

D'autre part, l'impérialisme français, instruit par la lutte anti-coloniale en Afrique, au Maghreb et en Asie, s'est efforcé de prévenir ce danger pour les DOM-TOM, qu'il considère comme des bases géo-stratégiques vitales, en y jouant sur les équilibres démographiques. Emigration blanche favorisée vers la Nouvelle-Calédonie à partir des années 60, et surtout entre 69 et 74; immigration des antillais et réunionnais vers la métropole. Le but: provoquer des situations irréversibles par un afflux massif de population blanche et créer du même coup une base sociale à la domination impérialiste ainsi qu'une justification de la présence française. Dans ces conditions, le discours humaniste sur "l'évolution nécessaire", la "justice", le "respect des communautés", le "dialogue", discours apparemment raisonnable et rationnel, n'est que le produit soit d'une imbécillité congénitale qui mesure l'histoire avec la froide notion du droit juridique éternel ou la énigme mystification colonialiste qui cache par des mots, les intérêts rapaces de l'impérialisme français. Si, comme on peut le penser, les dirigeants socialistes ne sont pas des imbéciles, il reste l'autre hypothèse amplement démontrée par le passé (Indochine, Algérie) et par le passé le plus récent (Nouvelle-Calédonie); souvenons-nous de l'assassinat de Machoro. C'est pourquoi nous pouvons affirmer qu'il n'y aura pas d'indépendance réelle et sans condition sans lutte radicale pour l'indépendance.

Dans le cas des Antilles, les conditions concrètes de l'exploitation impérialiste ont provoqué un déplacement important de prolétaires antillais vers la métropole, à la différence de ce qui s'est produit pour la Nouvelle-Calédonie où la part salariée de la population mélanésienne y est très faible (59 ouvriers kanaks à la mine de Thio-Canala par exemple). On compte 250 000 antillais et 50 000 réunionnais en France; soit le 1/4 de la population des Antilles et la moitié de la classe ouvrière réunionnaise.

En Guadeloupe, il existe un secteur tertiaire non productif qui regroupe 65 % de la population active et représente

80,5 % du PIB; tandis que pour l'agriculture (10 % du PIB) où domine la canne à sucre, la banane, les ananas, il y a 43 grands domaines monopolisant 53 000 ha contre 28 000 ha sur lesquels survivent 18 000 petits paysans. D'autre part, le prolétariat agricole a diminué de moitié par suite de l'effondrement du marché mondial du sucre ces dernières années.

Le procureur de la République, Jean-Louis Bec, qui a déclaré au cours de son réquisitoire, à l'adresse des indépendantistes, "vous ne recrutez vos bandes que parmi la petite-bourgeoisie..." est donc bien mal placé pour donner des leçons de sociologie, alors qu'il est clair que l'oppression coloniale et l'exploitation capitaliste qui a transplanté l'essentiel du prolétariat guadeloupéen en France sont le résultat d'une seule et même politique de défense économique et militaire de l'impérialisme français dans cette partie du monde. En retenant les faits énoncés ci-dessus, il va de soi que nous affirmons notre solidarité avec les indépendantistes guadeloupéens condamnés par l'impérialisme français, indépendamment du programme politique qui les gui-

**A bas le colonialisme français !  
Indépendance immédiate et sans condition !  
Pour l'union des prolétaires contre l'exploitation capitaliste !**

1) cf. le roman et le film "rue Case-Nègres"; il existe toute une littérature pour vérifier ce que nous affirmons.

# A bas la violence colonialiste de l'impérialisme français !

Toutes les explications officielles contradictoires, mensongères ne pourront cacher cette vérité criante: Eloi Machoro et Marcel Nonnaro ont été froidement assassinés le 12 janvier 1985 par les tireurs du GIGN, alors qu'ils évoluaient en terrain découvert, le fusil en bandoulière, devant une ferme kanake. L'opération était suivie à chaque instant par Pisani, qui avait d'ailleurs reçu sans y répondre, un message de Machoro proposant de quitter les lieux si les forces de l'ordre levaient le siège.

La tête de Machoro (secrétaire de l'Union Calédonienne après Declercq, assassiné en 1981) était mise à prix par les activistes caldoches. C'est l'Etat français lui-même qui l'a exécuté, même si l'ordre explicite n'en avait pas été donné.

## Prolétaires, camarades,

Cet assassinat sert d'abord les intérêts de l'ordre colonial en Nouvelle-Calédonie et renforce les franges activistes liées au RPCR et à l'extrême-droite, il lève des obstacles aux plans élaborés par l'Etat impérialiste pour consolider son influence au prix de quelques changements de façade ("indépendance" dans le cadre d'une association avec la France, c'est-à-dire d'une soumission militaire et policière et d'une dépendance économique, financière et diplomatique totale). Objectivement, en frappant directement les franges indépendantistes les plus réticentes à une négociation bidon et à un compromis, il permet à la direction du FLNKS de chercher à mieux contrôler ses propres forces (ce que Tjibaou reconnaissait récemment comme une tâche de plus en plus difficile).

Certes, c'est la pression des milieux caldoches, férocement accrochés à leurs privilèges de colons et décidés à en découdre rapidement avec les indépendantistes, qui a provoqué l'exécution de Machoro et de Nonnaro et l'arrestation des militants du groupe qu'ils animaient. Certes, des éléments de la gendarmerie et du GIGN avaient des comptes à régler à la suite du boycott des élections du 18 novembre (où on a photographié Machoro en train de fracasser à la hache une urne) et de l'occupation de Thio qu'il avait mené face aux flics.

Mais la véritable responsabilité de ce meurtre incombe à l'Etat français qui de la sorte entend montrer sa détermination à maîtriser la situation à son avantage. D'ailleurs le principal objectif proclamé (et repris en cœur par tous les partis en métropole) n'est-il pas de maintenir l'ordre avant tout? Bien sûr, pas contre la violence et l'oppression exercées par les groupes anti-indépendantistes armés jusqu'aux dents, mais contre les éléments kanaks qui exigent la restitution du territoire et de ses richesses.

De plus, au-delà de la Nouvelle-Calédonie qui représente un enjeu économique et stratégique considérable dans le Pacifique Sud pour l'impérialisme français, cette démonstration de force par l'envoi massif de troupes et par l'usage délibéré des armes doit aussi montrer la détermination de l'Etat face aux poussées indépendantistes qui se dégagent dans les autres DOM-TOM.

## Prolétaires, camarades,

Devant une telle aggravation de la répression coloniale, et quelles que soient les orientations plus ou moins confuses des mouvements indépendantistes, (notamment du FLNKS), le premier devoir des militants ouvriers et révolutionnaires en métropole, est de dénoncer clairement les agissements de leur propre impérialisme. Dans les DOM-TOM et dans les aires exploitées par l'impérialisme français les masses s'affrontent aux mêmes forces qui nous exploitent, nous oppriment et nous répriment ici: la bourgeoisie, l'Etat capitaliste et impérialiste et tous les partis (y compris le PS et le PCF) qui de façon complémentaire se posent en défenseurs de l'intérêt national, c'est-à-dire du capitalisme bleu-blanc-rouge.

C'est sur la base exclusive de la dénonciation des méthodes de l'impérialisme français (qui allie la carotte et le bâton) et de la claire revendication de la restitution intégrale et immédiate de tout le territoire et de ses richesses aux kanaks que s'opérera la démarcation d'avec notre propre Etat, de tous ses défenseurs. C'est aussi sur cette base que pourront se dégager sur place, en Nouvelle-Calédonie, les forces les plus radicales face aux classes qui sont poussées au compromis avec l'impérialisme (et qui restent pour l'instant prépondérantes dans la direction du mouvement en lutte).

## Prolétaires, camarades,

Face à l'exploitation coloniale et à l'expropriation dont ont été victimes les populations kanakes depuis plus d'un siècle, face à la répression pied-noire, policière, militaire et judiciaire (des dizaines de militants kanaks ont été emprisonnés) qui s'abat en Nouvelle-Calédonie, nous appelons les prolétaires français et immigrés, tous les militants ouvriers, anti-impérialistes et révolutionnaires à se mobiliser pour ne pas laisser les mains libres aux colons, aux milices de droite et d'extrême-droite, au gouvernement de gauche avec ses manœuvres hypocrites, à toutes les forces qui sont au service de l'impérialisme.

L'indifférence et l'inaction face à la répression coloniale se retourneraient en fait contre la classe ouvrière toute entière, car elle renforce l'Etat bourgeois qui concentre tous les intérêts de nos exploitateurs.

C'est pourquoi il est urgent et vital pour les travailleurs et les militants conscients des enjeux de la situation calédonienne de mener autour d'eux un travail d'information et d'agitation:

**CONTRE LA VIOLENCE COLONIALISTE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS.**

**POUR LA SOLIDARITE AVEC LES MASSES CALEDONIENNES VICTIMES DE LA REPRESSION.**

**POUR L'INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION ET LA RESTITUTION A LA POPULATION KANAKE DE TOUT LE TERRITOIRE ET DE SES RICHESSES DONT ILS SONT SPOLIES DEPUIS PLUS D'UN SIECLE.**

(TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES).

## IMPRIMERIE:

ICAL  
3, rue de la Division Leclerc  
67000 Strasbourg.  
Distribué par les NMPP  
n° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

## ABONNEMENTS AU JOURNAL

Pour une année: France: 30 FF  
Suisse: 20 FS  
Paiement par chèque bancaire ou  
chèque postal à l'ordre de:  
VALENTINI - 7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG



# NON A L'HYSTERIE ANTITERRORISTE !

( Suite de la page 1 )

servés. Partout la généralisation de l'exploitation capitaliste et son cortège de malheurs signifient pour les masses misère, famine, sang et mort.

La source de cette exploitation réside dans les bastions productifs du capitalisme impérialiste. Faut-il rappeler que 180 multinationales (dont 16 françaises) contrôlent à elles seules 30 % de la production mondiale, que les pays industrialisés de l'OCDE et du bloc russe représentent 90 % des exportations et 85 % des revenus à l'échelle mondiale, que cette domi-

## LES IMPASSES DE LA REVOLTE ET DE LA LUTTE ISOLEES.

C'est également la raison pour laquelle, il est ridicule de croire que quelques attentats, aussi spectaculaires soient-ils, sont susceptibles de ne serait-ce que d'égratigner les fondements de la domination des différents Etats impérialistes.

En affirmant cela, nous entendons d'abord nous démarquer de ceux qui condamnent la mouvance AD-RAF en se plaçant sur des positions moralisatrices. De telles positions (que l'on retrouve dans un éventail qui va de LO et de la LCR à RI) sont au mieux idiotes et catastrophiques, au pire criminelles car elles reviennent à abandonner par principe et par avance le monopole de la violence aux Etats et aux forces capitalistes. De telles positions social-pacifistes, en opposant une violence supposée propre qui serait utilisée d'un coup le jour J grâce à une opération du Saint Esprit à une violence supposée "sale", se fondent sur une vision théorique métaphysique qui a des implications politiques précises d'alignement sur le militarisme et la bourgeoisie, comme si la question de la violence, qui imprègne tous les pores de l'ordre capitaliste et impérialiste mondial, pouvait se réduire à un choix (mauvais bien sûr !) subjectif et à un usage individualiste.

Affirmer cela ne signifie cependant pas que nous pensions qu'il y a lieu de cautionner ou d'applaudir les quelques actes accomplis (ou à venir) par la mouvance AD-RAF. Si nous parlons de mouvance c'est parce que nous pensons que ce courant représente davantage une nébuleuse dans laquelle se reconnaissent quelques groupes, ou à laquelle d'autres groupes essaient de se raccrocher symboliquement pour exprimer leur révolte contre l'infâme ordre existant. Nous ne croyons donc pas à la fable d'une superorganisation, solidement

structurée comme essaie de le faire croire la propagande bourgeoise. La voie choisie par ce courant exprime certes les contradictions de l'ordre bourgeois et impérialiste, elle le souligne même pratiquement en essayant de les combattre; mais elle ne traduit pas pour autant un mouvement de lutte classiste, comme ce serait par exemple le cas pour un groupe ayant mené un combat à caractère de masse en liaison avec une lutte prolétarienne et qui, frappé par la répression, continue son combat dans la clandestinité par le recours systématique à la violence.

C'est pourquoi, la manière de lutter adoptée par la mouvance AD-RAF ne parvient pas à dépasser le stade d'une révolte individuelle et isolée, incapable de se transformer en une stratégie de lutte révolutionnaire se donnant la perspective d'une liaison avec la reprise de la lutte des classes. Ce n'est pas l'usage de la violence qui est en soi condamnable (comme le proclament les social-pacifistes bêtards); ce qui est une grave erreur c'est de remplacer l'élaboration et l'application d'une stratégie politique par le recours à la violence conçue, de manière abstraite, comme une solution en soi alors qu'elle n'est, dans une perspective révolutionnaire, qu'un moyen, que le prolongement de la politique par d'autres moyens.

De plus l'action de la mouvance AD-RAF s'appuie sur une vision excitative de la lutte violente, comme si les attentats pouvaient déclencher un mouvement plus généralisé de révolte parmi les énergies les plus combattives. Cela ne peut que conduire à la logique d'un affrontement isolé et en champ clos, entre une poignée de militants et des appareils d'Etats aux moyens considérables.

Par ailleurs une telle lutte repose, et reposera de plus en plus, sur l'absence, ce qui est particulièrement grave, de toute perspective d'articulation réelle entre une stratégie politique et un travail d'intervention et d'organisation de masse. Cela ne peut, selon nous, qu'empêcher la fusion entre une activité politique marxiste révolutionnaire et le mouvement de lutte des masses ouvrières et exploitées. Une telle lutte renvoie en définitive à une attitude théorique et pratique que l'on peut caractériser de romantisme impatient et révolté, plutôt qu'à une conception marxiste révolutionnaire de la lutte des classes et à une pratique militante visant à se transformer dialectiquement en se reliant à un mouvement social prolétarien, ce qui pour nous représente l'unique alternative révolutionnaire, même si elle doit être plus longue et plus complexe.

Enfin la voie choisie par la mouvance AD-RAF repose sur des présupposés stratégiques et programmatiques faux. Faux d'abord parce que la lutte contre les Etats impérialistes gangsters, comme les USA et ceux de la CEE, n'est en aucune manière reliée en perspective à la lutte contre l'impérialisme russe; faux ensuite parce que la lutte engagée sous la forme actuelle suppose plus ou moins explicitement la disparition de toute capacité d'initiative des masses ouvrières dans les métropoles industrialisées de l'impérialisme, analyse qui oublie l'interdépendance réelle qui relie l'exploitation des masses dans le Tiers-Monde et dans les bastions productifs de l'impérialisme. De tels présupposés stratégiques conduisent à ne préparer en rien une reprise de la lutte des classes dans les métropoles puisque précisément cette reprise est mise en doute, ce qui entraîne une logique d'affrontements individualiste comme substitution à la paralysie du mouvement social.

Pour notre part nous avons déjà tracé la voie que nous essaierons de suivre pour contribuer au renforcement d'une activité politique marxiste révolutionnaire et au développement d'un travail d'intervention, de lutte et d'organisation à caractère de masse dans la perspective d'une reprise de la lutte des classes, quelques soient les délais.

Si nous ne cautionnons pas la démarche adoptée par la mouvance AD-RAF, qui répétons-le exprime une révolte individuelle face à la putréfaction de l'ordre capitaliste et impérialiste plutôt qu'une lutte d'avant-garde annonçant la reprise d'un mouvement social, nous pensons que pour les révolutionnaires et les militants combattifs le premier objectif est de dénoncer prioritairement l'hystérie antiterroriste menée par la bourgeoisie et ses sbires de tout acabit, ainsi que le renforcement de l'Europe des flics et des juges; renforcement qui conduit à intensifier le blindage des Etats capitalistes de la CEE par la mise en place d'une terreur d'Etat pour museler à l'avance les explosions de lutte de noyaux combattifs de travailleurs et pour se préparer à briser une reprise des luttes ouvrières (que les bourgeois eux considèrent avec appréhension comme étant non hypothétiques). Cette dénonciation doit être reliée à la dénonciation de la violence multiforme de l'exploitation capitaliste sur le plan économique et social (répression policière et patronale, chômage, licenciements, accidents du travail, chasse anti-immigrée, etc.) ainsi qu'à la lutte contre les préparatifs militaires, économiques et idéologiques de guerre menés par les impérialismes.

Une telle dénonciation doit également permettre une condamnation de toutes les forces social-pacifistes, comme LO, la LCR et RI qui s'aplatissent devant l'Etat bourgeois et lui abandonnent par principe et pour toujours le monopole de l'initiative, sans cautionner pour autant les fausses alternatives de révolte individuelle et les perspectives illusoire de la mouvance AD-RAF ou d'autres groupes à naître du même genre. Dans cette optique le travail de dénonciation à mener sur ces différents niveaux doit être en permanence fondé sur la démonstration du rôle de la lutte prolétarienne comme seule force capable de s'opposer durablement à la violence de l'exploitation capitaliste ainsi qu'aux préparatifs militaristes de guerre et de massacre menés par les impérialismes.

1) "Or, au moment où s'affirme cette course aux armements, un demi-milliard d'hommes souffrent très gravement de la sous-nutrition: 10 % des dépenses militaires mondiales permettraient d'y remédier par un développement de l'agriculture. Il faudrait 500 millions de dollars pour combattre avec succès le paludisme: cela représente le quart du coût d'un sous-marin lance-missiles Trident entièrement équipé, ou dix fois le prix du destroyer Sheffield, coulé par l'armée argentine dans le conflit des Malouines". Source: "l'économie des armes"; page 14; Ed. Maspero.

2) "Or, au moment où s'affirme cette course aux armements, un demi-milliard d'hommes souffrent très gravement de la sous-nutrition: 10 % des dépenses militaires mondiales permettraient d'y remédier par un développement de l'agriculture. Il faudrait 500 millions de dollars pour combattre avec succès le paludisme: cela représente le quart du coût d'un sous-marin lance-missiles Trident entièrement équipé, ou dix fois le prix du destroyer Sheffield, coulé par l'armée argentine dans le conflit des Malouines". Source: "l'économie des armes"; page 14; Ed. Maspero.

## Les dames patronesses du social pacifisme

"Seuls des sentimentaux stupides peuvent penser que le prolétariat des Etats capitalistes risque d'exagérer le rôle de la violence révolutionnaire et d'exalter démesurément les méthodes du terrorisme révolutionnaire. Bien au contraire, le prolétariat ne comprend pas assez l'importance du rôle libérateur de la violence révolutionnaire. Et c'est justement pour cette raison que le prolétariat demeure jusqu'à ce jour en esclavage. La propagande pacifiste dans la classe ouvrière conduit seulement au ramollissement de la volonté du prolétariat et favorise la violence contre-révolutionnaire, armée jusqu'aux dents".

L. TROTSKY (Ecrits militaires).

La vie politique en France est aujourd'hui entièrement monopolisée par les forces bourgeoises et opportunistes toutes réunies, au-delà de leurs rivalités droite-gauche, pour servir les intérêts de l'Etat impérialiste. Les attentats revendiqués par la mouvance AD-RAF ont certes agi comme un révélateur de cette situation tant en ce qui concerne le développement d'une campagne hystérique par les représentants d'un ordre qui pratique quotidiennement une violence multiforme au moyen de l'exploitation des masses ouvrières et de la population laborieuse en général, que pour ce qui concerne les positions politiques d'une certaine pseudo extrême-gauche.

Cette dernière pour se démarquer des "terroristes" de la mouvance AD-RAF bascule dans l'allégeance la plus totale vis-à-vis de l'ordre impérialiste en poussant de stupides cris d'oeie et en se rangeant derrière une conception par principe pacifiste des rapports sociaux, ce qui revient à abandonner le monopole de la force aux tenants de l'ordre capitaliste et à distiller le poison de la soumission parmi les énergies les plus combattives (ce qui d'ailleurs favorise en retour le risque d'une théorisation de la révolte romantique comme réaction immédiate au social-pacifisme).

Une telle attitude empêche en fait une réelle préparation (au moins politique, en attendant le moment où elle se concrétisera sur le terrain pratique) des énergies combattives dans la perspective d'une reprise de luttes prolétariennes, ne serait-ce que celles engagées dans un premier temps par des minorités agissantes, cherchant à entraîner derrière elles des couches ouvrières de plus en plus larges.

Ainsi LO dans son numéro du 2 février 1985 caractérise l'action des militants de la mouvance AD-RAF comme cel-

le "de militants isolés, coupés de la population et de la classe ouvrière", ce qui n'est pas faux, en ajoutant, "au point d'en être réduits à remplacer la force collective des travailleurs par l'inefficacité spectaculaire des actions de désespérés, incompréhensibles de la population et même rejetées par elle". Il y a au moins 2 erreurs impardonnables dans une telle affirmation. D'abord celle qui consiste à critiquer une action parce qu'à un moment elle peut être comprise par la "population" (notion d'une extrême précision, comme il convient de le noter au passage !). Dans la société bourgeoise impérialiste la domination du capital s'exerce sur tous les plans et s'appuie notamment sur une division et un morcellement extrêmes des travailleurs, division engendrée en permanence par le capitalisme et entretenue et consolidée par l'opportunisme politique et social. Le critère décisif n'est donc pas d'être immédiatement compris par tous mais de chercher à conquérir une influence croissante au sein des masses. Sans hésiter à lutter contre le courant, si nécessaire contre l'influence bourgeoise et opportuniste qui est inévitablement largement répandue. Et s'il y a lieu de critiquer la "stratégie" de la mouvance AD-RAF ce n'est pas parce qu'elle utilise une violence isolée, mais bien parce que cette utilisation ne s'articule avec aucune perspective de conquête d'une influence parmi les masses, avec aucun travail politique à caractère de masse. La violence étant conçue comme une solution à elle seule suffisante.

La deuxième erreur tout aussi impardonnable est d'opposer à une violence isolée la violence collective des travailleurs. Car dans la conception de LO cette violence collective est considérée comme une espèce de force tranquille regroupant d'emblée l'ensemble des masses ouvrières. Or

une telle violence de masse ne peut être que le résultat d'un long processus de lutte qui au départ évoluera à travers la mobilisation de minorités agissantes engageant le combat et cherchant à élargir leur lutte dans une perspective réellement unitaire. Opposer la violence collective à une violence minoritaire est aussi stupide que d'opposer la grève générale à une grève ponctuelle. De plus au moment même d'une grève, il serait fou d'attendre par principe que l'ensemble des ouvriers soient d'accord pour engager le combat, ou alors il n'y a qu'à respecter la fameuse "liberté du travail" qui est systématiquement revendiquée par n'importe quel patron, même le plus idiot.

Mais qu'on se rassure LO est en bonne compagnie. A côté des oeies on trouve les dindes, en l'occurrence RI. Ce groupe qui se fait une spécialité de déterminer qui représente la droite, la gauche, l'extrême-gauche du capital se retrouve en plein milieu de la crapulerie politique la plus criminelle. Ainsi dans son numéro de février 1985 RI proclame que les "crimes terroristes" servent la bourgeoisie; comme si celle-ci pouvait hésiter à intensifier son arsenal de violence et de terreur anti-ouvrière en l'absence d'attentats. Comme si la domination des forces bourgeoises et impérialistes ne se traduisait pas par une violence permanente et multiforme. Derrière ces fadaïses se cache une autre crapulerie

qui consiste à affirmer que toute révolte (aussi puérile, romantique soit-elle) est forcément manipulée par la bourgeoisie. Et RI de faire un ignoble amalgame entre les attentats attribués à la mouvance AD-RAF-CCC (qui ont pour cible des symboles des Etats impérialistes occidentaux) et l'attentat du rapide Naples-Milan qualifié par RI de "plus odieux encore" (probablement parce qu'il a eu lieu à Noël... dinderie oblige). A notre connaissance même le journaliste le plus crapuleux du Figaro-Magazine n'a pas osé faire un tel amalgame; c'est probablement la manière choisie par RI pour ne pas être à la gauche du capital !

Pour le reste l'article de RI se termine, grâce à une lumineuse utilisation du marxisme conçu comme un catéchisme de l'Armée du Salut, par l'affirmation que la campagne antiterroriste de l'Etat correspond à une "préparation intensive de la bourgeoisie internationale, qui s'attend à une confrontation sérieuse avec les ouvriers". Sans blague ?!... Qui l'eut cru ? Gageons que dans cette perspective RI s'apprête non pas à demander mais à conseiller aux masses (il ne faut surtout pas se substituer n'est-ce-pas...) de demander, mais "sérieusement", l'autorisation à la bourgeoisie de faire la révolution. Allez les dames patronesses du social-pacifisme, gardez vos sermons pour vous. Allez glousser et vendre vos images pieuses dans les fêtes paroissiales.

La brochure "Force, violence, dictature dans la lutte de classe" rassemble des textes parus entre 1946 et 1948 dans la revue d'alors de notre courant: "Prometeo". Sur la base de l'analyse scientifique du développement des sociétés elle démontre la fiction de la non-violence bourgeoise et la nécessité de la violence révolutionnaire prolétarienne pour détruire le joug de la domination du capital. Commande à l'adresse du journal. 10 FF, 64 pages.

les textes du parti communiste international

FORCE, VIOLENCE, DICTATURE DANS LA LUTTE DE CLASSE

édition programme communiste

# Les démocraties impérialistes : d'innocentes brebis

La publication par "Libération" de 5 témoignages concernant les tortures pratiquées par les paras en Algérie et notamment un certain lieutenant - député le Pen rappellent s'il en était besoin que l'Etat français a un passé récent qui l'autorise à juste titre bien sûr, à s'indigner le plus vertueusement du monde aujourd'hui, dans le cadre de sa campagne d'intoxication antiterroriste. Comme tout le monde le sait les grandes vertus sont pudiques: pourquoi rappeler les massacres perpétrés en Indochine de 1946 à 1954, le million de morts algériens (à la suite de massacres, de tortures, etc.) dans la guerre coloniale menée contre les masses d'Algérie, les centaines de "disparus" maghrébins du 17 octobre 1961 à Paris ? Pudeur tellement grande d'ailleurs qu'une des clauses des accords d'Evian en 1962 stipulait que les 2 parties, c'est-à-dire la France et le FLN, s'engageaient officiellement à ne plus remuer les "événements", que dès 1962 tous les faits (c'est-à-dire les tortures, assassinats, massacres, etc.) relatifs à la guerre d'Algérie furent amnistiés par le gouvernement français.

Tant de pudeur peut être parce que nos paisibles brebis d'hier préféraient aujourd'hui contribuer activement au renforcement de la joie et de l'harmonie dans le monde. Qui pourrait douter de la pureté de si louables intentions? Ainsi, pour ne parler que de notre suave impérialisme, remarquons d'abord qu'il n'hésite pas à payer de sa personne pour permettre aux populations des DOM-TOM de profiter de ses bienfaits, pour les protéger contre leur propres démons, ce qui bien sûr est dû au fait que leurs ancêtres ne sont pas gaulois, (en condamnant les militants indépendantistes de Guadeloupe, de Martinique ou de Tahiti à de lourdes peines d'emprisonnement - mais qui aime bien châtie bien) et pour les sauver des sataniques projets libyens, cubains ou autres.

Notre impérialisme qui devient encore plus généreux depuis que la gauche est au pouvoir, accentue son aide militaire à l'Afrique qui de 660,1 millions de francs en 1982 passe à 677,1 en 1983 et, d'après les prévisions à 801,3 millions en 1984. Sainte magnanimité qui de plus se traduit par une présence militaire largement répandue sur tout le continent indien.

La France encore n'hésite pas à passer en 83-84 de multiples accords d'armements pour apporter sa contribution à l'édification de la paix (si dangereusement menacée par quelques attentats comme ceux de la mouvance AD-RAF) dans le monde, comme l'indique le tableau ci-après.

Destinataire	Système	Quantité	Montant
Chypre	Véhicule transport de troupes VAB	84	
Espagne	Système anti-aérien Roland	18	180 millions de dollars
Koweït	Chasseurs Mirage F-1C	12	
Tunisie	Hélicoptères Gazelle	12	
Gabon	Chasseurs Mirage 5	6	
Nigéria	Avions anti-guérilla Alpha Jet	12	
Australie	Missiles anti-chars Milan		5,3 millions de dollars
Singapour	Hélicoptères Super-Puma AS 332	22	
Argentine	Hélicoptères Super-Puma AS 332 B	12	
Mexique	Véhicules transport de troupes VBL	27	

(Source: Jeune Afrique Plus n° 10, décembre 1984).

A la lecture de ce tableau nos lecteurs pourront apprécier la pudique discrétion de notre impérialisme quant au montant des accords de vente. Louable attitude qui consiste à disperser ses largesses sans chercher à tirer une vaniteuse gloire aux profits réalisés. C'est pourquoi nous ne pouvons pas faire moins que de reproduire gratuitement des encarts publicitaires de quelques innocentes sociétés oeuvrant au salut public et universel.

Quand l'impérialisme français - à l'instar des autres concurrents d'ailleurs - fait de la publicité pour ses armements dans les journaux, ci-dessous dans "Afrique Plus", ce n'est pas nous dit-il une incitation à la violence, ce n'est pas un facteur de guerre, ce n'est pas une politique participant à la destruction des masses laborieuses d'Afrique et d'ailleurs lorsqu'elles se rebellent contre son ordre infâme, ce n'est pas un soutien à tous les oppresseurs locaux, c'est simplement du commerce ! Et le commerce d'armes sous le règne du capital, c'est sacré parce que vital pour la défense de leurs intérêts impérialistes. Qu'ils soient à gauche ou à droite les représentants politiques de la bourgeoisie le savent bien !

Ah les démocraties impérialistes ! De braves bêtes quand même ! On comprend pourquoi tous les politiciens et les idéologues à leur service aboient avec tant d'abnégation pour défendre l'ordre et la sécurité de leurs vénérables maîtres et laisser toute liberté d'action aux tortionnaires passés, présents et à venir, du capital pour oeuvrer de manière légale ou paralogale, officielle ou cachée. ●

## BRANDT Armements

52, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS  
Tél : (1) 359.18.87 Telex : 290 966 F

### ARMEMENTS TERRESTRES

MORTIERS DE 60 à 120mm  
MORTIER RAYE DE 120mm  
CANONS-MORTIERS de 60 et 81mm  
GAMME complète de MUNITIONS de calibres 60 à 120mm en version :  
EXPLOSIF, ANTI-BLINDÉS, FUMIGÈNE, ECLAIRANT, EXERCICE.  
PROJECTILES semi auto-propulsés PEPA et PRPA.  
PROJÉCTILES FLECHE et à CHARGE CREUSE pour canons-mortiers.  
ARME ANTI-CHAR "SABRACAN".  
CALCULATEURS DE TIRS de mortiers et d'artillerie (portables et portatifs).

### ARMEMENTS AÉRONAUTIQUES

ROQUETTES AIR-SOL de 68 et 100mm.  
LANCE-ROQUETTES : hélicoptères et avions.  
BOMBE lance-grenades "BELOUGA"  
BOMBE ANTI-PISTES "BAP 100".  
BOMBE D'APPUI TACTIQUE "BAT 120".  
BOMBE à MODULES "BM 400"  
BOMBE FREINÉE de 125 kg  
FUSÉE ÉLECTRIQUE "FM 80"  
MISSILES : charges militaires et propulseurs.  
DÉTONIQUE et CHARGES CREUSES.  
PYROTECHNIQUE : actuateurs et impulsions.  
Etude et développement de systèmes de LEURRAGE infrarouge et électromagnétique.

THOMSON

# Le juge Svahn, le GAL et la démocratie

11 membres du réseau antibasque du GAL ont été libérés pour manque de charges et vice de forme dans la procédure. Jean-Philippe Labade, "cerveau" présumé du gang, a disparu. La justice a lancé contre lui un mandat international. On peut être certain que la police et la justice espagnole de la très démocratique Espagne de Felipe Gonzales ne se précipiteront pas pour prêter leur concours à cette opération.

D'autre part le tribunal administratif de Pau a rendu son verdict par rapport aux recours intentés par les 19 réfugiés basques assignés à résidence ou expulsés du territoire depuis janvier 84. 3 recours ont été rejetés; les 16 autres arrêtés d'assignation ou d'expulsion du ministère de l'intérieur ont été annulés pour vice de forme dans la procédure. Le ministère de l'intérieur fera sans doute appel devant le conseil d'Etat.

Nous ne savons rien sur le sort de ceux qui ont été extradés au Togo ou en Amérique Latine. La décision du tribunal peut en droit leur permettre de revenir en France mais elle n'empêcherait pas le gouvernement français de rééditer l'opération, dans les formes cette fois-ci. Quant aux trois autres extradés dans la sinistre prison de Carabanchel, ils y resteront.

Cette affaire est exemplaire à plus d'un titre dans la mesure où elle fait la démonstration pratique de ce que signifie: Etat et justice de classe.

11 libérés en l'espace de quelques mois. "Du jamais vu" nous dit le journal "Libération" du 11 janvier 1985 qui parle de malaise dans la magistrature des Pyrénées Atlantiques pendant que dans les milieux basques on taxe le juge Svahn de facho; c'est lui qui est l'auteur de ces libérations. Or, il nous importe peu de savoir si tel juge est un facho ou non et si la magistrature éprouve ou non le vertige devant ses propres contradictions. A faire courir de tels bruits on perpétue l'image d'une justice, d'une police et d'une démocratie "globalement positive" mais souillées parfois par des brebis galeuses.

Ce qui nous importe, et qu'il importe de faire comprendre au prolétariat, c'est que justice et police sont au service d'une politique de classe, qu'elle s'applique aux réfugiés politiques basques ou aux droits communs.

Depuis quelques années s'est développé le désormais fameux "espace judiciaire européen" qui vise à une coopération entre les polices européennes et au renforcement de ces Etats dans leur lutte contre le terrorisme. Nos ministres courent de Rome à Madrid en passant par Londres et Bonn. Les tractations d'Etat à Etat ne vont pas sans contradiction parce qu'il faut adapter cette politique globale aux particularités juridiques de chaque pays et à leur réalité du point de vue de la lutte armée. De plus, dans le cadre des échanges, ces tractations peuvent être l'occasion d'obtenir des concessions sur le plan économique et commercial.

Contre le terrorisme basque, la bourgeoisie espagnole a imaginé la solu-

tion du GAL pour parvenir à ses fins tout en faisant pression sur l'Etat français. Cependant cette solution a planté du même coup un dard empoisonné dans les relations entre les deux pays. Il fallait donc trouver une solution satisfaisante pour tout le monde. On peut imaginer que contre la mise en veilleuse des activités du GAL, Madrid a demandé et obtenu l'extradition des 3 basques, l'expulsion ou l'assignation à résidence de 16 autres, et en prime la liberté pour Labade (1). Qu'aurait obtenu Paris en échange? Difficile à dire mais il faut peut-être chercher la réponse dans le jeu politico-économique européen: "donne-moi 3 terroristes et je te ferai des facilités commerciales".

Ce n'est donc pas la volonté politique d'aboutir à des résultats dans "la lutte contre le terrorisme" qui serait plus ou moins forte selon les sensibilités politiques des uns et des autres, mais ce sont les délais nécessaires pour arriver à des accords fructueux qui façonnent l'évolution des attitudes des différents Etats par rapport à cette question.

Une fois les accords passés il faut trouver les moyens pratiques pour arriver à des résultats concrets. L'arsenal politico-juridique que s'est forgée la bourgeoisie peut suffire. S'il ne suffit pas, on emploie d'autres moyens: renforcement de cet arsenal par des mesures d'exception, provocations policières; nomination d'un juge connu pour ses opinions de droite, d'extrême-droite ou plus légaliste, tout dépend de la situation, désaisissement d'un dossier, fuites calculées dans la presse, évènements spectaculaires, suicides, corruption, etc. La liste serait trop longue tant les moyens sont multiples pour parvenir aux résultats souhaités. Rappelons-nous Goldman, Spaggiari, Ben Barka, et tant d'autres affaires "mystérieuses". Quand on dispose de sources de financement illimitées, de dispositifs légaux et d'une administration nombreuse, l'imagination est au pouvoir et permet aux différents clans bourgeois d'arriver à leurs fins.

L'erreur dans ce cas consisterait à focaliser l'attention sur les opinions d'un petit juge de province qui n'est en réalité, qu'un rouage, conscient ou non peu importe, d'une machinerie beaucoup plus complexe qui n'hésitera jamais à utiliser le terrorisme pour parvenir à ses fins. L'exécution de Machoro en est une preuve supplémentaire. S'il faut dénoncer, sans aucun doute, les extraditions et toutes les manœuvres de l'Etat français, il est de la plus grande importance de montrer que par nature la démocratie est terroriste et qu'elle est une arme de classe entre les mains de la bourgeoisie.

**NON AUX EXTRADITIONS !  
NON AUX EXPULSIONS !  
A BAS LA DEMOCRATIE, ARME DE CLASSE DE LA BOURGEOISIE !**

1) De plus les événements récents montrent que la police française a pris le relais du GAL avec des résultats supérieurs (découvertes de caches d'armes, arrestations de dirigeant). ●

## Correspondance

Nous avons reçu la déclaration ci-dessous émanant du "Comitato contro la repressione", constitué pour la défense des réfugiés politiques italiens face aux campagnes hystériques et aux vagues répressives qui les frappent: 7 militants détenus en attente d'extradition, perquisitions, fichages par dizaines, annonçant probablement des vagues d'extraditions (l'Etat français de "gauche" n'ayant plus aucun scrupule à extraire même des militants ayant obtenu le statut de réfugiés politiques, comme le cas des basques l'a montré).

Nous sommes entièrement solidaires de ces camarades menacés par la répression capitaliste à l'échelle internationale et des actions qui peuvent être menées sur ce terrain.

Si l'on en croit M. Mitterrand, son gouvernement, sa police, sa presse, la "communauté" des réfugiés politiques italiens en France se composerait de deux catégories bien distinctes: d'une part 150 repentis ou moitié-repentis (sic!) (les bons), et d'autre part une trentaine de "terroristes" psychopathes (les mauvais).

Vision bien simpliste, ou plutôt commode, qui permet de faire accepter par l'opinion publique toute entière, n'importe quelle mesure répressive (emprisonnements, expulsions, extraditions-déportations) à l'encontre de quelques membres "privilégiés" de cette communauté.

Au contraire, nous sommes nombreux, vous en déplaise, à n'avoir ni renié notre passé, ni hypothéqué notre futur. Nous revendiquons notre identité politique communiste et la légitimité de notre combat de classe.

Nous n'avons pas accepté la logique de la tractation sur un présumé "droit d'asile", qui aboutit foncièrement à nier notre identité politique et les faits nous ont donné raison.

S'il est clair que aucun d'entre nous ne souhaite servir de "monnaie d'échange" à un pouvoir en difficulté avec ses partenaires occidentaux, il est tout aussi clair que notre solidarité est acquise à tous les prolétaires et les révolutionnaires en lutte, ainsi qu'à tous les prolétaires et les révolutionnaires prisonniers de l'espace juridique européen.

On appelle tous les prolétaires, tous les organismes de base et leurs avant-gardes à être vigilants et à la mobilisation contre ces manœuvres qui concrétisent "l'espace juridique européen".

**CONTRE L'ESPACE JURIDIQUE EUROPEEN, CONTRE LES EXTRADITIONS !  
CONTRE LES EXPULSIONS, LES DEPORTATIONS ET TOUTE FORME DE REPRESSION !  
SOLIDARITE ET UNITE DE CLASSE !  
LIBERTE POUR TOUS LES PROLETAIRES ET LES COMMUNISTES EMPRISONNES !**

# La flexibilité, instrument de restauration du taux de profit

Confronté à la concurrence internationale, le capitalisme français n'a d'autre ressource que d'exercer une pression de plus en plus grande sur son propre prolétariat, ceci parallèlement au pillage de ses "chasses gardées", notamment l'Afrique.

Pour y arriver, pas de mystères ! Il faut contraindre les travailleurs à se plier aux lois du marché. Ce qu'on pourrait appeler la "nouvelle exploitation", pour paraphraser le nouveau vocabulaire, renoue avec les traditions du "siècle passé"; c'est ce que nous dit la CGT en oubliant que les crises capitalistes (qui ne sont pas "fatales", paraît-il) sont un facteur de régulation nécessaire de l'anarchie du marché et qu'en conséquence la barbarie capitaliste ne peut disparaître qu'avec la disparition du salariat. Ce qui rend complètement utopique une évolution pacifique du capitalisme vers le socialisme comme le voudraient les opportunistes du "socialisme aux couleurs de la France".

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les enjeux de la flexibilité. Huit mois de négociations viennent donc, provisoirement, d'échouer; non pas grâce à la CGT mais parce que les autres centrales syndicales, CFDT en tête, ne peuvent pas signer un accord qui prévoit la modification du tiers environ du code du travail sans s'inquiéter des retombées sociales que cela entraîne.

Notons au passage que la CGT qui se manifeste, aujourd'hui, si bruyamment n'en faisait pas tant en avril 84 quand le PCF n'avait pas encore découvert que "le PS avait épuisé son rôle historique".

## LA FLEXIBILITE DE L'EMPLOI

### UNE TENDANCE IRREVERSIBLE DANS LE CADRE DU CAPITALISME EN CRISE.

Aux environs de 78 était né le miracle de "la répartition du temps entre tous" dont la centrale d'Edmond Maire nous a amplement vanté les mérites. C'était le temps de "la sécurité dans la mobilité", du recyclage harmonieux, du "temps de vivre", en un mot, de la qualité plutôt que la quantité. Ce qui ne peut être que le résultat de la révolution communiste devenant subitement possible en pleine anarchie de la production capitaliste, courant après le profit au mépris des besoins réels du prolétariat français et international.

D'autre part, depuis une dizaine d'années des modifications graduelles tendent à bouleverser le marché de l'emploi. L'apparition du travail intérimaire, à temps partiel, surtout pour les femmes, la recrudescence du travail posté, les horaires à la carte, les stages-entreprises pour les jeunes, la pré-retraite pour les vieux travailleurs, "l'aide au retour" pour les immigrés forment un ensemble qui est une tendance à l'adaptation de la demande en hausse à l'offre en baisse du travail; donc

aux nécessités du marché et aux à-coups de la production. Le voilà bien le fameux partage du travail entre tous ! Partage de la misère et de l'exploitation pour le plus grand bien du capitalisme français.

Les 5 chapitres du protocole concernant la flexibilité de l'emploi ne surprennent pas comme un iceberg dans le désert, comme on l'a vu plus haut ils ont été préparés sur le plan idéologique; y sont traités les mutations technologiques, la durée et l'aménagement du temps de travail, les procédures de licenciements, les seuils sociaux et financiers, le travail différencié.

### DE QUOI S'AGIT-IL ?

1) **Les mutations technologiques.** Il s'agit de la modernisation des entreprises à négocier branche par branche et entreprise par entreprise. Côté gouvernement, Delebarre, ministre du travail, a pondu le CFR (contrat formation reclassement) pour faciliter les "dégraissages" futurs, (on est partisan d'une France en mouvement ou pas). La modernisation loin d'être

une "bataille pour l'emploi", se traduit par une hausse de la productivité et du chômage (voir le Proletaire n° 379). D'où...

2) **Les procédures de licenciements.** Elles doivent être facilitées et elles sont conçues de telle façon qu'un patron peut monter de faux licenciements économiques pour se débarrasser des travailleurs indésirables. Comment ? Très simple ! Il suffit de supprimer la procédure d'autorisation préalable aux embauches et licenciements pendant les douze mois suivant un licenciement économique. Enfin, en réduisant le délai (15 jours au lieu d'un mois) dont dispose l'inspecteur du travail pour se prononcer sur les demandes nominatives de licenciement et vu les lenteurs de l'administration, on ôte toute efficacité au peu de recours légal dont dispose les travailleurs pour se défendre contre les patrons. Pour renforcer ce dispositif, il suffit de délimiter...

3) **Les seuils sociaux et financiers.** Quand une société aura atteint l'effectif nécessaire à la désignation de délégués du personnel ou l'élection d'un comité d'entreprise, elle pourra attendre 4 ans avant d'appliquer la règle. Pas de droit syndical donc, dans les petites entreprises; ce qui est une remise en cause des lois Auroux dont on sait par ailleurs qu'elles n'étaient pas destinées à faire la guerre au patronat mais aider au bon fonctionnement de l'entreprise. On peut toujours jouer avec les effectifs pour reporter indéfiniment l'application du seuil social. Comment ? Par le...

4) **Le travail différencié.** Celui-ci permet à toutes les entreprises d'utiliser sans restriction le contrat à durée déterminée puisque le lancement d'une activité nouvelle ou d'un produit nouveau permet d'y avoir recours ainsi que les contrats à l'exportation. Rien de tel pour faire pression sur les salaires et rien de plus facile que d'inventer des produits nouveaux pour de nouveaux contrats et ainsi de suite. Ceci entre également dans le cadre de la ...

5) **Durée et aménagement du travail.** "En tout état de cause, la réduction du temps de travail ne peut intervenir qu'à la condition ... qu'elle n'absorbe pas ceux des gains de productivité qui pourraient être consacrés plus utilement pour le présent et pour l'avenir à une baisse des prix "ou à des investissements productifs" (art. 2-5). En tout état de cause le temps de travail est lié au profit de l'entreprise et le profit, au temps de travail et à la productivité. Cette disposition, combinée avec les contrats à durée déterminée et les procédures de licenciement, devrait permettre aux entreprises d'entretenir un petit noyau dur de travailleurs à plein-temps autour duquel flotterait une large nébuleuse aspirée et rejetée alternativement selon les besoins de la production et du marché. Vision cosmique du syndicalisme moderne. La réduction du temps de travail profitera d'abord aux marges des entreprises et si "Dieu le veut", et si le bout du tunnel s'annonce, et si le capitalisme s'en sort, le prolétariat pourra recommencer le cycle infernal pour une nième reconstruction... après la guerre.

Au vu des perspectives qui sont proposées, on comprend que le syndicalisme, même moderne, soit saisi de vertige et que la CGT braille comme un cochon qu'on égorge. Dur. Dur d'être réformistes aujourd'hui. Mais gageons que les Krasu, le Maire et les Bergeron sauront accepter dans l'avenir ce qu'ils ont déjà en partie accepté.

Maire et Bergeron déjà veulent les négociations mais attention ... morceau par morceau, c'est plus facile à avaler.

Pour nous il n'est pas d'autre issue que d'envoyer la politique contractuelle à tous les diables et d'opposer à l'offensive bourgeoise et opportuniste, la lutte indépendante et intransigeante de classe pour la défense des seuls intérêts... et sans fléchir.

# Les socialistes à la recherche de la potion magique

## LE TALON DE FER DE LA CONCURRENCE DICTE SA LOI AU CAPITALISME FRANCAIS.

La politique du gouvernement de gauche, avec ou sans le PCF, sur le plan intérieur comme sur celui des relations extérieures, est une politique bourgeoise de défense des intérêts de l'impérialisme français.

Sur le plan intérieur c'est la politique d'austérité: augmentation du nombre de chômeurs et diminution de leurs maigres ressources, plans de restructurations avec leur cortège de licenciements, augmentation de la marge des entreprises et bonne tenue de la Bourse. C'est également la paix sociale et un renforcement de l'Etat: baisse remarquable du nombre d'heures de grève, augmentation des effectifs de police et de gendarmerie ainsi que leur modernisation.

La politique étrangère c'est la défense des intérêts et de l'influence de l'impérialisme français au Liban (Moyen-Orient), en Afrique, en Nouvelle-Calédonie (Océan Pacifique et DOM-TOM) et en Amérique Latine et Centrale.

Il s'agit de défendre les sources d'approvisionnement en matières premières et de conserver ou de conquérir de nouveaux marchés. Ceci explique l'augmentation constante du budget militaire et la modernisation de l'armée, les subventions consacrées aux technologies spatiales (Ariane) et aux armes nouvelles (bombes à neutrons), ainsi que la défense des espaces nécessaires (DOM-TOM) à l'expérimentation de ces technologies et de ces armes, et des champs de manoeuvre (Moyen-Orient mais surtout l'Afrique) pour l'entraînement des forces françaises à la troisième boucherie impérialiste.

Cependant, la politique n'est pas faite de mesures économiques, d'accords militaires et de manoeuvres diplomatiques. Elle doit aussi susciter l'adhésion du prolétariat par des mesures sociales et des promesses de bien-être pour le futur.

Le gouvernement de gauche s'est largement engagé sur cette voie; d'où la satisfaction affichée par le patronat au vu des résultats économiques enregistrés en 84. On mesure là l'"absurdité" du discours d'un Chirac sur l'incompétence économique de la gauche. L'accroissement du chômage

est inévitable pour restaurer le profit des entreprises. Mais qui dit politique de rigueur dit risques sociaux, comme nous l'annonce André Bergeron pour l'après élection de 86. Il convient donc pour le PS de se préparer à une telle échéance. Comment ?

1) La politique de rigueur sera assouplie en fonction de l'évolution sociale; en attendant on lâche quelques miettes (suppression du 1 % de la Sécurité Sociale et baisse des impôts qui profitera surtout aux bourgeois). C'est le sens de la politique suivie par Fabius. De toute façon ce qui est lâché d'une main, on pourra le reprendre de l'autre.

2) La bataille politique sera fonction de l'attitude des partis de droite et des réactions prolétariennes à la politique de rigueur. C'est pourquoi on parle, république et rassemblement, tout en insistant sur les valeurs de la gauche.

Servir le capitalisme français et cultiver une image de marque pour préserver son influence parmi les travailleurs (pour cela rien de tel qu'un retour dans l'opposition si la réalité l'impose !), voilà le sens de la politique du PS, un parti bourgeois dont les travailleurs n'ont rien à attendre.

3) La bataille politique sera fonction de l'attitude des partis de droite et des réactions prolétariennes à la politique de rigueur. C'est pourquoi on parle, république et rassemblement, tout en insistant sur les valeurs de la gauche.

Servir le capitalisme français et cultiver une image de marque pour préserver son influence parmi les travailleurs (pour cela rien de tel qu'un retour dans l'opposition si la réalité l'impose !), voilà le sens de la politique du PS, un parti bourgeois dont les travailleurs n'ont rien à attendre.

4) La bataille politique sera fonction de l'attitude des partis de droite et des réactions prolétariennes à la politique de rigueur. C'est pourquoi on parle, république et rassemblement, tout en insistant sur les valeurs de la gauche.

Servir le capitalisme français et cultiver une image de marque pour préserver son influence parmi les travailleurs (pour cela rien de tel qu'un retour dans l'opposition si la réalité l'impose !), voilà le sens de la politique du PS, un parti bourgeois dont les travailleurs n'ont rien à attendre.

## L'ALLIANCE ENTRE LE CAPITAL ET LE TRAVAIL EST NECESSAIRE POUR QUE LE CAPITALISME FRANCAIS CONSERVE SON RANG SUR LE MARCHÉ MONDIAL.

La convention nationale du PS à Evry les 15 et 16 décembre 84 avait précisément pour but d'accorder les violons de la "Modernisation et du Progrès social" (1) avant son congrès national en février 85 qui marquera le début de la prochaine bataille des législatives de 86.

Rappelons tout d'abord que le PS est un parti authentiquement bourgeois malgré ses références au socialisme que lui a légué sa propre tradition. Celle-ci a par ailleurs, l'avantage incontestable pour la bourgeoisie de donner au prolétariat l'illusion de peser sur le "destin national" et de pouvoir défendre ses intérêts dans ce cadre. La frange militante (à laquelle collent certains gauchistes) lui permet d'agir en profondeur. La démocratie moderne qui est en cela l'héritière du fascisme a besoin de milliers d'hommes pour organiser la vie sociale, politique et économique. Les notables ne suffisent pas. C'est pourquoi l'administration de l'Etat se combine avec le militantisme politico-syndical étatique.

Cependant, au-delà du vocabulaire socialisant destiné à faire frissonner la base militante ("montrons nos différences, que diable !") les térons du PS ne cessent de le proclamer: il faut défendre l'Etat et l'économie nationale, d'autant plus que la concurrence entre les Etats fait rage.

1985 devra donc être l'année du "rassemblement de tous les français sans exclusive" comme le dit Fabius parce qu'il

faut "comprendre" que nous n'en sortirons que par l'effort; il faut que "cessent les discours de haine". Poperen, le "radical", propose un pacte national de croissance et la collaboration entre les classes, étant donné que "la collaboration n'est infamante que quand elle est la soumission". Et de fustiger la droite pour son manque de civisme et son passé vichyssois. Rocard campe sur le piédestal de la compétence économique et du réalisme; c'est l'enfant chéri de la "deuxième gauche" et des médias. Enfin Jospin, activiste ardent et chef de parti attend. "Si le signal vient, le temps de la mobilisation viendra aussi".

En un an il a préparé les armes de la contre-offensive contre la droite qui se "lepénise" et qui ne représente plus les vraies valeurs de la République incarnées aujourd'hui par la gauche qui a incarné un contenu nouveau à "Liberté, Egalité et Fraternité" (2). Bref la "droite" c'est le désordre économique et moral.

Comme on le voit, il s'agit maintenant de préparer les élections législatives et surtout de se préparer aux réactions sociales éventuelles tout en maintenant le cap de la rigueur.

Le débat dans le PS se résume à la question triviale: faut-il accentuer ou adoucir la politique de rigueur en 85 ? et dans la deuxième hypothèse quand ? Sur cette base les opinions varient pour déterminer les formes que doit prendre la rigueur et ses allègements. Fiscalité, petit coup de pouce aux chômeurs en fin de

## SEULE LA LUTTE DES CLASSES INDEPENDANTE PEUT PERMETTRE AU PROLETAIREAT DE DEFENDRE SES CONDITIONS DE VIE IMMEDIATES ET DE SE RENFORCER.

Beaucoup spéculent déjà sur les élections de 86 et les choix politiques de la bourgeoisie: évolution vers le centre-gauche ou retour de la droite. Certains, l'extrême-gauche, se préparent à barrer la route à la droite (3). Les hésitations et difficultés du PS à se forger une image en prévision des élections, ne sont que le reflet de la difficulté pour les bourgeois à analyser et prévoir les réactions sociales à la politique de rigueur.

Indépendamment de la situation sociale interne, l'évolution des choix politiques de la bourgeoisie dépendra des intérêts diplomatiques, économiques et militaires de l'impérialisme français. Des questions comme la Nouvelle-Calédonie ou le Tchad influenceront sur la décision de la bourgeoisie de maintenir ou non au pouvoir le PS.

Quoiqu'il en soit le prolétariat n'a aucun intérêt à rechercher quel est le meilleur exploitateur de la droite ou de la gauche.

En ce sens les amateurs du meilleur gouvernement possible pour la lutte sont les ennemis directs du prolétariat parce qu'ils contribuent à le désorganiser face à ses ennemis naturels: l'Etat bourgeois et les forces bourgeoises et opportunistes.

Toute politique qui, par son action, laisse croire au prolétariat qu'il est

possible d'obtenir une amélioration et sort sans une lutte indépendante et intransigeante vis-à-vis de l'opportunisme politique et syndical, contribue à le paralyser et l'empêche de se constituer en force de classe opposée à tout l'ordre établi.

La politique de rigueur est une offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat. Il faut la combattre. Aucun soutien d'aucune sorte donc au gouvernement de gauche. Toute autre solution ne peut constituer en définitive qu'un aménagement provisoire d'une offensive générale du capital qui loin de s'arrêter avec une hypothétique relance, de toute façon provisoire si elle a lieu et sans incidence sur le chômage, ne fera que prendre de l'ampleur au fur et à mesure de l'augmentation des contradictions inter-bourgeoises sur le marché mondial.

1) C'était le thème de cette convention. Nous rappelons à nos lecteurs l'article du Proletaire n° 379 "Modernisation", "redressement": les travailleurs casquent qui montre que modernisation et progrès social signifient: chômage et restauration du profit.  
2) Voir l'article du Proletaire n° 374 "mécontentement des classes moyennes: refuser le piège de la défense de l'ordre républicain".  
3) Sur ce point nous traiterons dans un autre article de l'évolution de l'extrême-gauche.



# OU VA L'AMERIQUE ?

( Suite de la page 1 )

importants que l'automobile ou la sidérurgie. "Le revenu moyen des ouvriers mis à pied par l'US Steel Corporation durant les 5 dernières années a diminué de près de moitié" déclare le New York Time.

Dans l'automobile, les "renonciations volontaires" (décidées par les syndicats) aux clauses d'augmentations de salaires suivant la hausse de l'inflation, la diminution des congés payés, avait permis en 82 et 83, à Ford et Général Motors de gagner 3 milliards de dollars. En 1984 leur stratégie est restée la même: "à moins que l'UAW (le syndicat) démontre sa capacité à diminuer les salaires, nous pourrions aussi bien commencer à licencier" déclare un dirigeant de la General Motors.

La baisse du niveau de vie n'a pas atteint que les couches les mieux payées. Une étude de l'OCDE de début 84 montrait une baisse du revenu de l'ouvrier moyen de plus de 10 % en 1982. Les 6 millions d'emplois nouveaux (il faut d'ailleurs relativiser le nombre: sous Carter, il y avait eu 10 millions d'emplois créés) ne démentent pas le tableau, il s'agit en majorité d'emplois dans le tertiaire mal payés, souvent à temps partiel, toujours instables (employés de restaurants ou de services divers). Dans l'industrie proprement dite, des emplois ont été créés dans les technologies de pointe (électronique) qui devraient constituer le noyau de cette "troisième révolution industrielle": ce sont des emplois non qualifiés, nettement moins bien rémunérés que dans l'industrie traditionnelle, et beaucoup plus instables.

Les plus défavorisés ont été les plus touchés, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de la pauvreté a dépassé les 15 % de la population, soit plus de 40 millions de personnes. En 4 ans les 20 % plus pauvres de la population ont vu leur revenu familial diminuer de 8 % (et la moitié des familles ont subi des baisses de revenu), alors que les 20 % plus riches ont encore accru leur revenu de près de 9 %. Il y a plus de 2 millions de sans-abri. Les 3/4 des familles noires ont un revenu inférieur à la moyenne nationale (et près de 40 % sont en dessous du seuil de pauvreté). Ils forment la partie la plus exploitée du prolétariat et ont été particulièrement touchés par la crise. Le taux de chômage était chez eux à la fin de 1984, de 16 %, contre 6,5 % chez les blancs; dans certaines grandes villes, en plein milieu de cette fameuse reprise, plus de la moitié des jeunes noirs sont sans travail. Dans un quartier comme le Bronx à New-York, à population noire et porto-ricaine à 90 %, un tiers des habitants vit de l'assistance publique, les chômeurs se comptent par dizaines de milliers, le taux de morta-

lité infantile est de 45 % supérieur au taux moyen de la ville, le nombre de morts à cause de l'alcoolisme ou de la drogue est 30 % supérieur aux chiffres moyens. Et ceci vaut pour les autres quartiers noirs des grandes villes.

Toute la politique du capitalisme américain, pendant l'époque de Reagan, a consisté à "prendre aux pauvres pour donner aux riches", c'est-à-dire à augmenter le degré d'exploitation et à diminuer les "garanties" de l'Etat-providence. Le "libéralisme" et "le monétarisme" sont l'habillage idéologique de cette **attaque de classe** contre les travailleurs.

Les impôts ont été diminués, mais surtout pour les hauts revenus: une famille dont le revenu était inférieur à 10 000 dollars a vu son impôt fédéral augmenter de 22 %, mais diminuer de 15 % s'il était supérieur à 100 000 dollars. Les 10 % les plus riches de la population ont vu leur part du total des revenus individuels passer de 29 % en 1969 à 33 % en 1982, année où ils possèdent 78 % de toutes les entreprises privées. Le nombre des personnes dont le revenu dépasse le million de dollars a doublé entre 80 et 82 et on estime que la moitié des 250 compagnies américaines les plus profitables n'ont pas payé un sou d'impôt pendant au moins une année sur les 3 premières de la présidence Reagan.

Le libéralisme anti-étatique de Reagan joue à plein lorsqu'il s'agit de diminuer les budgets sociaux, mais il s'évanouit quand il s'agit de venir en aide au capital: sauvetage de Chrysler, nationalisation de la banque Continental Illinois et garantie accordée par l'Etat aux plus gros dépôts, multiplication des mesures protectionnistes et surtout relance économique dans le plus pur style keynésien (grâce à l'intervention de l'Etat dans l'économie) par des déficits budgétaires massifs, dont le premier responsable est un budget militaire sans précédent.

Le projet de budget que nous avons évoqué plus haut se situe dans la même ligne, tous les postes sont en diminution sauf le budget militaire.

La sécurité sociale diminue (en pourcentage du PNB) de 7,7 % cette année à 7,4 % et devrait passer à 7 % à la fin du mandat. Les programmes pour les pauvres passent de 1,8 % cette année à 1,6 % l'an prochain et ne devraient plus atteindre que 1,4 % dans 4 ans. Les autres "programmes domestiques" passent de 4,6 % à 3,3 % pour arriver à 2,1 % en 1990. Par contre la Défense augmente de 6,4 % à 6,6 % avec un objectif de 7,4 % en fin de mandat.

Pour la première fois avec ce budget, les "classes moyennes" seront nette-

ment touchées (paysans, fonctionnaires, etc.) et plus seulement les travailleurs et les laissés pour compte de l'expansion.

Tout ceci n'est pas sans risque, se rendent compte les bourgeois. Malgré la baisse des poussées revendicatives due aux menaces sur l'emploi, la classe ouvrière ne reste pas passive, ainsi que l'ont montré le refus par les ouvriers des accords signés à la Général Motors cet automne entre patronat et syndicats et d'autres épisodes de grève.

Un autre problème pour la bourgeoisie est la faible intégration des masses au système politique, traditionnellement, près de 50 % de la population ne participe pas aux élections; ce pourcentage s'accroît au fur et à mesure qu'on descend dans les couches les plus exploitées.

Ceci explique l'apparition sur la scène politique d'un Jackson, un politicien noir à l'image "radicale" qui a mené une campagne active pour intéresser les noirs aux élections et les amener dans le filet du parti démocrate, ou la désignation comme candidate à la vice-présidence du même parti de Geraldine Ferraro une femme d'origine "latine", donc susceptible d'attirer 2 catégories parmi les plus exploitées du prolétariat.

Cela explique aussi l'effort accru de la religion pour garder le contact avec les déshérités. La hiérarchie catholique ultra-réactionnaire s'est même payée le luxe dans une lettre pastorale digne des "théologues de la libération" de critiquer "l'amoralité" du capitalisme !

Mais le plus ferme soutien du capitalisme reste encore les appareils syndicaux, capables éventuellement de se gaucheir s'il le faut, toujours prêts à dévier les réactions ouvrières contre les couches inférieures non qualifiées, et à maintenir par le chauvinisme et le nationalisme, le consensus impérialiste entre les classes.

## LES USA ET LE RESTE DU MONDE.

Le déficit du budget, moteur de la croissance, est très important et le restera; cela signifie que les USA ne pourront les financer qu'avec l'afflux de capitaux étrangers qui viennent s'y investir. Une part importante de ces capitaux vient du tiers-monde, par le biais du remboursement des dettes: si le capitalisme US a fait payer la crise à ses travailleurs, il finance sa reprise économique en grande partie sur le dos des exploités du tiers-monde. Les baisses sauvages du niveau de vie des masses de ces pays et les répressions sanglantes qui sont nécessaires à la réalisation des diktats énoncés par le FMI au nom de la finance mondiale et, au premier chef, au nom des USA, sont la condition des hausses à la bourse de Wall-Street. L'afflux de

capitaux venus des affamés et des exploités "dope" la reprise et propulse le dollar vers des sommets, ce qui à son tour, par le simple jeu monétaire, accroît la terrible pression que fait peser le talon de fer de l'impérialisme sur les travailleurs et les masses du tiers-monde.

Mais la croissance de l'économie américaine crée elle-même les conditions de sa transformation en nouvelle crise. La prolifération du crédit, la dérégulation bancaire, alors que la croissance de la production se ralentit, rendent la reprise de plus en plus fragile. "Chaque grande banque repose sur une bombe à retardement: les prêts à risque accordés à des entreprises américaines, notamment à des exploitations agricoles et à l'industrie pétrolière (...) le facteur le plus déstabilisant est l'incertitude découlant d'une économie surchargée d'un déficit de 200 milliards de dollars pour chacune des années à venir, aussi loin que le regard peut porter" écrit la revue américaine US New and World Report.

Cependant face au marasme qui règne dans le reste du monde, les capitaux continuent d'affluer, attirés par la croissance économique US: à la fin de l'année dernière le rendement de placements financiers aux USA était le double de ce qu'on pouvait attendre, en moyenne, d'un investissement industriel en Europe. A ce rythme les USA, de pays exportateurs de capitaux qu'ils sont depuis le début du siècle, deviendraient en moins de 2 ans débiteurs nets (leur dette vis-à-vis de l'extérieur serait supérieure à leurs investissements à l'étranger): ce serait le signal de la chute du dollar, si l'effondrement n'a pas eu lieu avant à la suite d'un ralentissement de l'économie. Plus haut monte le dollar, plus dure sera la chute ! C'est ce que craignent tous les gouvernements du monde et les Banques Centrales qui tentent de freiner sa hausse, sans succès jusqu'ici, car une chute brutale du dollar risquerait de faire sauter le système bancaire mondial et donc de plonger le monde dans une crise sans précédent.

Une nouvelle récession s'annonce déjà pour l'année prochaine ou la fin de cette année, alors même que dans les pays de la "périphérie" les explosions de révolte se multiplient et qu'au "centre" même, aux USA, les fondements de la stabilité politique s'érodent lentement mais sûrement. Le jour n'est pas si loin où les travailleurs américains seront prêts à entendre le message des communistes, celui, non d'une révolution américaine à la Reagan, mais de la révolution prolétarienne internationale qui en finira avec cet infâme ordre capitaliste mondial. ●

# Bhopal: c'est le capitalisme qui tue, et non pas la fatalité

Dans les rues, des oiseaux morts, des cadavres de chiens, de buffles, de vaches sacrées, de chevaux. Dans les rues, les maisons, à la gare, sur les voies ferrées, des morts, beaucoup de morts, et des groupes d'hommes, de femmes, d'enfants, les yeux rougis, toussant et crachant. Voilà l'image de désolation qu'offre Bhopal, capitale de l'Etat de Madhya-Pradesh, en Inde, après la catastrophe du 3 décembre 84 causée par une fuite de gaz toxique, l'isocyanate de méthyle ou MIC, en provenance de l'usine de pesticides. Sans parler de la terreur, de l'affolement, de la panique ressentis par la population, de sa fuite éperdue, des embouteillages, des bouillottes, des piétinements, des accidents et des morts encore causés par ceux-ci.

Tous les journaux parlent "de la plus grande catastrophe industrielle de tous les temps": plus de 2 000 morts, des centaines d'aveugles, un grand nombre d'orphelins, des dizaines de milliers de malades en traitement, 2 000 gazés gravement atteints sur les 20 à 25 000 en traitement. Au total 200 000 habitants de Bhopal soit le quart de la population ont été touchés par le gaz. Il faut ajouter que ce n'est pas fini: de nombreux malades en traitement mourront dans un avenir proche et, pour de nombreux survivants, c'est la souffrance qui est maintenant la compagne de chaque instant.

A ce bilan, il faut ajouter le bétail intoxiqué (3 000 vaches ont crevé), les légumes et la terre des jardins contaminés, sans oublier le nuage toxique qui se dissipera si les vents le veulent bien: ne risquent-ils pas de faire de nouvelles victimes ?

Ce tableau d'apocalypse et ce bilan très lourd ne sont pourtant pas suffisants pour éliminer un responsable patronal. Ainsi, M. Jacques de Perthuis, président de la commission environnement du CNPF déclarait ("le Monde" du 7/12/84) avec un cynisme monstrueux: "c'est atroce à dire, mais c'est la rançon du progrès... c'est le "risque industriel".

Mensonges que tout cela ! Pourquoi en effet, Union Carbide, propriétaire de l'usine, n'a-t-elle pas installé à Bhopal un "système informatisé d'alerte avancé" comme celui qui fonctionne dans une autre de ses usines d'insecticides à Institute (USA) alors qu'un aide-mémoire du service de sécurité de cette usine prouve que les responsables d'Union Carbide connaissaient le risque d'une "réaction incontrôlable" du MIC.

Pourquoi la formation des employés avait-elle été fortement réduite ? Pourquoi une unité de refroidissement du gaz avait-elle été débranchée par la direction de l'usine plusieurs mois avant l'accident, contrairement aux règlements de sécurité ?

Pourquoi 2 au moins des 3 systèmes de sécurité de l'usine n'étaient-ils pas en mesure de fonctionner, comme le prouvent les conclusions de l'enquête ?

Lors des précédents accidents en 1981, 1982 et 1983, plusieurs dizaines d'employés de l'usine avaient été blessés par suite d'une fuite de gaz et plusieurs d'entre eux étaient morts. Les habitants des environs, pris de nausées avaient même fui et un journal hindou avait publié un article prémoniteur intitulé: "Bhopal est assis sur un volcan !". Pourquoi, à la

suite de ces accidents l'usine n'avait-elle pas été déplacée, alors que des pressions s'étaient exercées pour qu'elle le soit ?

Où est la fatalité dont parle M. de Perthuis dans tout cela ?

Il n'y en a pas et les réponses patronales ne sont que des mensonges. On défend son bifteck comme on peut ! Une

## PRODUIRE A BON MARCHÉ.

Arrêter une usine définitivement ou temporairement pour y installer des systèmes de sécurité, la déplacer, former des techniciens, tout cela entraîne de gros frais et l'arrêt de la production. Faire produire l'ouvrier pour en tirer du fric, produire sans s'arrêter, produire à bon marché: la catastrophe de Bhopal montre, une fois de plus, que dans le système capitaliste, la sécurité est accessoire, ouvriers et populations ne sont rien d'autre, en définitive, que de la chair à pollution. Produit ! Tais-toi ! Crève ! De mort violente ou de mort lente !

Mais ce n'est pas tout ! Union Carbide avait-elle effectué des recherches scientifiques afin de déterminer les effets sur l'homme du MIC ? Vous n'y pensez pas mon pauvre monsieur ! Nous "sortons" un bon millier de produits nouveaux chaque année et de telles recherches nous ruineront ! Bref, les victimes de Bhopal ont servi de cobayes humains: il a fallu la catastrophe pour que l'on se rende compte de la toxicité du MIC. Et pour cause: dans la nomenclature internationale, il n'est pas classé comme produit toxique mais comme produit inflammable. On voit avec quel mépris de la vie et de la santé des travailleurs et des populations la bourgeoisie décide la fabri-

fois la catastrophe arrivée, la bourgeoisie calme comme elle le peut, les ouvriers et les habitants de Bhopal ainsi, éventuellement, que l'opinion publique et la classe ouvrière internationales. L'arrestation certainement symbolique des dirigeants locaux et les promesses d'indemnisation servent aussi à cela.

tion de produits nouveaux.

Les victimes de Bhopal seront indemnisées, évidemment. Mais après que la bureaucratie parasitaire aura touché le gros paquet. Et quand ? En matière de pollution et de catastrophes industrielles, la justice est très lente. A quel prix ? Pour les compagnies d'assurances, la vie d'un Indien vaut 25 000 dollars, celle d'un américain 300 000 dollars ! Mais la mort et une vie de moribond ne peuvent se comptabiliser en dollar pour les victimes.

Est-ce par hasard si la bourgeoisie préfère indemniser plutôt qu'investir de l'argent dans l'installation de systèmes de sécurité ou dans des études relatives aux effets sur l'homme et sur l'environnement des substances produites ? Bien sûr que non ! Et la réponse est toujours la même : la bourgeoisie préfère le pognon à la vie. Pas la sienne. Celle des autres, évidemment.

Ah ! le fric ! M. Henri Smets, expert des services de l'environnement de l'OCDE vient de démontrer que les indemnités versées par les industriels pollueurs coûtent 100 fois moins que les investissements destinés à prévenir les accidents ("Le Monde" du 12/12/1984).

( Suite en page 8 )

# Bhopal: le capitalisme tue

( Suite de la page 7 )

## DEVELOPPEMENT CAPITALISTE ET CATASTROPHES DANS LE TIERS-MONDE.

En février 1984, un oléoduc explosait à Cubatao, au Brésil, causant la mort de plusieurs centaines de personnes par brûlures, asphyxies ou noyades et faisant de nombreux blessés.

En novembre 1984, des réservoirs de gaz de la Pemex explosaient près de Mexico et une flamme gigantesque faisait près de 500 morts, des milliers de blessés et 30 000 sans-abris. Et Bhopal en décembre !

Cubatao, Mexico, Bhopal, 3 catastrophes dans trois pays différents du Tiers-Monde, à proximité de villes surpeuplées, dans des banlieues envahies par les bidonvilles. Trois pays à industrialisation rapide, où l'habitat se développe d'une manière anarchique, à proximité immédiate d'installations industrielles. Voilà qui montre clairement quel est le prix que les industriels occidentaux accordent à la vie des masses du tiers-monde. Voilà qui montre

clairement quel est le prix que les bourgeois du tiers-monde accordent à leurs masses sans-réserves. Voilà qui montre clairement l'unité internationale de la bourgeoisie, les bourgeoisies locales s'entendant avec les bourgeoisies occidentales: la bourgeoisie indienne n'a pas rechigné pour empêcher les pots de vin d'Union Carbide.

Cette industrialisation anarchique et ces catastrophes ne sont pas dues à la méchanceté ou à la négligence des industriels et responsables bourgeois. Elle s'explique par la soif de profit du capitalisme qui, pour lutter contre la chute tendancielle du taux de profit, installe ses usines polluantes ou à risque dans les pays du tiers-monde: la main-d'oeuvre y est bon marché (certains manoeuvres gagnaient 10 francs par jour à Bhopal), la médecine et la législation du travail inexistantes ou presque, la classe ouvrière parfois sans tradition ni organisation de lutte. Le rêve pour faire du fric !

## CATASTROPHES INDUSTRIELLES EN OCCIDENT.

Peut-on cependant dire que les vieux pays industriels sont à l'abri des accidents ? La longue liste des catastrophes prouve que non. Nous rappellerons l'accident de Three-Mile-Island, en 1979 aux USA, qui, fort heureusement a causé plus de peur que de mal. Et la catastrophe de Seveso (voir "le Proletaire" n° 373). Citons enfin l'incendie de la mine de charbon de Willberg près d'Orangeville (Utah, USA): en tentant de battre un record de production sous la conduite des agents de maîtrise d'Emery Mining Company, l'entreprise exploitante, 27 mineurs ont été emprisonnés par les flammes au fond de la galerie à plus de 1 500 mètres de fond. Dans ces conditions, le souci d'efficacité a effacé celui de sécurité. Alors que normalement la mine doit avoir 2 galeries d'accès dont une de secours, la mine Willberg ne disposait que d'une seule galerie, inutilisable une fois l'incendie déclaré.

## L'ENNEMI A ABATTRE : LE CAPITALISME.

Non ! Les catastrophes industrielles et écologiques, les accidents et les blessures du travail, les maladies professionnelles ne sont pas la rançon du "progress". Ils sont dus au mode de production capitaliste pour lequel il faut produire vite et au moindre coût, de manière à rester concurrentiel et pouvoir vendre, faire du fric et investir. Pour le capitalisme donc, la classe ouvrière et les populations ne sont en dernière analyse, que des souffre-douleur tenus dans l'ignorance des risques.

Ce n'est pas tout ! "A plusieurs reprises, les sauveteurs ont dû abandonner leurs efforts parce que l'eau qui sortait des lances à incendie n'était qu'un "ridicule filet boueux: manque de pression. Et lorsque, en renfort, ils faisaient appel à la mousse artificielle, c'était pour constater que l'extincteur principal était, lui aussi, à plat" ("Libération" du 15/11/84). Après cela, qu'on ne vienne plus nous parler de fatalité !

Et ces catastrophes ne sont que la partie visible de l'iceberg: en effet, selon le bureau international du travail, toutes les 3 minutes, une personne meurt des suites d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle quelque part dans le monde, quatre personnes au moins se blessent sur leur lieu de travail toutes les secondes, soit en une semaine, plus que la population totale de Paris.

Le capitalisme, préoccupé de ses besoins propres, se moque des besoins élémentaires de l'humanité: que l'on songe seulement aux centaines de millions d'affamés et de sous-alimentés !

Ce n'est qu'en détruisant le capitalisme, en imposant sa dictature à la bourgeoisie que la classe ouvrière pourra arrêter les productions inutiles et dangereuses, et les reconvertir dans des productions ou des activités qui satisferont les besoins de l'humanité toute entière. ●

## BIENTOT UN AN DE GREVE

### SOLIDARITE AVEC LES MINEURS BRITANNIQUES.

Poussés dans leurs derniers retranchements autant par la Dame de fer que par l'opportunisme labouriste du party comme du TUC (qui a totalement isolé la grève), les mineurs viennent d'entamer leur onzième mois de grève. Quelque soit la suite de la lutte, les mineurs doivent-ils arrêter leur grève, la solidarité matérielle - devoir élémentaire - doit continuer à s'exercer !

Camarades, les grévistes pour mener leur combat ont tout vendu ce qui ne leur était pas absolument nécessaire, se sont endettés jusqu'au cou: notre effort de solidarité doit se poursuivre, il montre aussi à notre propre bourgeoisie, et surtout celle de gauche, que nous ne la suivons pas sur son terrain du chauvinisme et de la paix sociale, mais que notre perspective est internationaliste dans les faits, pas seulement dans les programmes.

## LE RESULTAT DE NOTRE

### SOUSCRIPTION EST LE SUIVANT :

Souscription au 15/12/84: 4 173, FF  
Souscription du 15/12/84  
au 15/02/85 3 160, FF  
Total des souscriptions 7 333, FF

La première tranche est déjà parvenue aux comités de soutien de la ville de Rotherham et a été répartie entre les caisses pour des cantines ouvrières et pour aider les familles les plus démunies.

Dans le prochain numéro du journal nous ferons un bilan politique de cette lutte, et des limites qui lui ont été imposées par le réformisme afin de l'enfermer dans son ghetto communautaire et éviter toute généralisation, donc toute politisation, de ce généreux mouvement.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :  
Editions programme  
12, rue du Pont  
1003 LAUSANNE

ADRESSE UNIQUE (France)  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG.

Dear comrades,

Thank you all for your contributions to our struggle. We commend you for your efforts. Each act of solidarity with the Miners is a life-line which will help us, your fellow workers, to win this struggle. Any assistance will be gratefully received and long remembered in the true tradition of working-class solidarity.

Fraternal Thanks.



# Libération des militants anarchistes de Vitoria

Fin novembre, 9 militants ouvriers (dont 8 anarchistes de la CNT) ont été arrêtés au Pays Basque Espagnol sous diverses accusations de terrorisme, en réalité on leur reprochait leur activité dans les luttes ouvrières de la région. Aujourd'hui encore, 3 militants anarchistes de Vitoria, Andres Sanchez, Vicente Alvarado et José Manuel Collabo, sont toujours en prison où ils ont été torturés. Les autres membres de la CNT sont en liberté sous caution et restent inculpés.

Cette attaque de l'Etat espagnol s'inscrit dans la vaste offensive anti-ouvrière en cours dont l'épisode le plus saillant actuellement se déroule dans les chantiers navals et suscite une magnifique lutte de résistance prolétarienne. Pour mater les noyaux prolétariens la jeune démocratie espagnole n'hésite pas à utiliser les moyens répressifs en vigueur sous Franco; mais elle les perfectionne avec les mesures anti-terroristes instaurées au nom de la défense de la démocratie; elles les com-

plète avec la signature par les syndicats d'accords qui prévoient des baisses du salaire réel ("Pacte social") au nom de la défense de l'économie nationale. Le passage à la démocratie a signifié pour le capitalisme espagnol un renforcement et non un affaiblissement de sa domination. Son rapprochement avec les grandes démocraties européennes s'accompagne inévitablement d'une mise au pas de sa classe ouvrière.

Les prolétaires européens doivent développer leur solidarité par-delà leurs frontières, non par devoir moral, mais dans la perspective de forger la force internationale capable de résister et de lutter victorieusement contre le surcroît de puissance que donne au capitalisme les liens économiques, politiques et policiers européens.

C'est dans cette optique internationale que doit se développer le soutien aux militants anarchistes de Vitoria, indépendamment des jugements sur leurs conceptions politiques particulières. ●

# RI et les mineurs anglais

Dans un numéro récent de son journal (1), le CCI s'emporte contre notre appel à la solidarité avec les mineurs anglais. "Tournant le dos à l'histoire et à ses enseignements", écrit-il, "le PCI, loin de remplir les tâches d'une avant-garde, se situe au mieux à la queue du prolétariat, au pire en compagnie de ses encadreurs: les syndicats et les syndicalistes de base".

Diable ! Qu'est-ce qui nous vaut cette condamnation infamante ?

Si nous laissons de côté les petits et gros mensonges utilisés en renfort de la démonstration (nous ne dirions pas un mot contre le sabotage des syndicats, nous fixerions aux révolutionnaires le rôle d'assurer la survie des 170 000 grévistes pendant des mois, etc.), pour nous intéresser aux arguments de fond, il apparaît que le CCI s'oppose à toute initiative concrète de solidarité avec les grévistes car cela serait faire obstacle à la généralisation des luttes. Partant du fait que les directions syndicales sont contraintes, ici ou là, de faire mine d'organiser la solidarité financière, Révolution Internationale en conclut que cette dernière est en quelque sorte par nature une arme anti-ouvrière, destinée à empêcher la vraie solidarité. Et pour étayer cette position, RI échafaude toute une théorie: au XIX<sup>e</sup> siècle, la question des fonds de solidarité avait une importance primordiale dans les grèves ouvrières, car, voyez-vous, on était à l'époque du capitalisme de libre concurrence: face au "patronat dispersé", les ouvriers pouvaient arracher quelque chose par leurs luttes. Aujourd'hui, au contraire, "la classe ouvrière voit immédiatement se dresser contre elle l'ensemble de la puissance de l'Etat, bourgeois, flics, syndicats, patronat confondus (...). Dès lors, une grève, même longue, si elle reste isolée à un secteur est irrémédiablement condamnée à l'échec".

Nous laisserons le lecteur juger de la profondeur de cette invraisemblable "théorie", qui si elle était prise au sérieux (2), interdirait pratiquement toute lutte ouvrière qui ne soit pas, d'emblée, assurée de se généraliser à tous les secteurs.

D'autre part, le CCI qui n'a lu Marx que d'un cul distrait, n'a jamais pris garde que pour les communistes, le résultat d'une lutte ouvrière ne se mesure pas seulement à l'aune des résultats matériels, mais surtout à celle de "l'union grandissante" qui s'en dégage et reste forgée pour plus d'une génération. Le fait que cette union n'ait pu se réaliser - en dehors des épisodes de solidarité fournis par les dockers et cheminots - que dans la communauté des mineurs est certes à mettre à l'actif de la trahison des appareils syndicaux et politiques du TUC et du Labour.

Mais l'unification des différentes catégories de la classe ouvrière ne peut se réaliser d'une seule fois, d'un seul élan, d'une seule volonté. Ce serait contraire à toute appréciation matérialiste de la lutte des classes que de défendre une telle vision, celle du CCI. En réalité cette unification, comme tout autre facteur de la progression de la lutte de classe, ne peut se construire qu'au travers d'expériences partielles dont l'échec, de ce point de vue particulier, enseigne la nécessité de dépasser le cadre étroit des corporations, catégories ou autres communautés. Les mineurs

anglais, et leur "syndicalistes de base" l'ont bien compris, mais sont restés impuissants face à l'énorme et tentaculaire appareil du combinat TUC-Labour.

Il est certes indéniable que la meilleure solidarité, et qui a cruellement manqué aux mineurs anglais isolés par les Trades-Unions, c'est la généralisation des luttes. Mais opposer les efforts modestes pour tisser des liens entre prolétaires au-delà des frontières, qu'elles soient nationales ou de catégorie - et notre initiative n'a pas d'autre but - à cette perspective qui ne peut pas être immédiate, qu'est-ce donc sinon tourner le dos au chemin réel qui y mène ?

Mais RI nous répondra sans doute qu'emprunter ce chemin, ou même l'indiquer, ne fait pas partie des tâches de l'avant-garde: on risquerait en effet d'y coïncider - des syndicalistes de base! Par exemple, lorsque nous évoquons ce que pourraient faire les prolétaires des autres pays, s'ils en avaient la force, pour aider les mineurs comme le blocage des envois de charbon, RI parle de "logique syndicaliste" qui tendrait à empêcher l'entrée en lutte de toute la classe... A ce compte-là, on l'aura compris, toute participation des communistes aux luttes ouvrières, toute contribution à l'organisation des prolétaires est à rejeter; le rôle des révolutionnaires "est de participer activement au développement et à l'homogénéisation de la conscience de "la classe ouvrière" en restant tranquillement dans la pure sphère des idées.

Le seul résultat de l'attitude préconisée par RI, c'est de désorienter, au plus grand profit des forces collaborationnistes et bourgeoises, le terrain des luttes, là seulement où peuvent se constituer non dans le choc désincarné des idées mais dans l'affrontement quotidien entre les classes, les noyaux des futurs regroupements classistes. Incapables de concevoir les processus matériels réels qui mettent la classe en mouvement et qui poussent au regroupement en son sein des éléments d'avant-garde, ils sont évidemment incapables de comprendre les problèmes et les obstacles à surmonter et donc les tâches aussi bien pratiques que politiques ou théoriques que les communistes ont à remplir pour aider et orienter ces processus.

Pour eux, le seul problème, c'est l'illumination des consciences et les seules interventions ce sont les appels incantatoires à la généralisation des luttes.

Qu'ils ne s'étonnent pas alors de ne récolter au mieux qu'un haussement d'épaule, et au pire que le solide népris réservé à ceux qui refusent de se salir les mains, tout en posant aux révolutionnaires de salon.

1) Révolution Internationale n° 127 (décembre 1984): "le PCI noyé dans les campagnes syndicalistes".

2) Les rédacteurs de RI eux-mêmes ne la prennent pas au sérieux puisqu'ils signalent dans le même n° la victoire d'une grève (pourant partielle) dans l'automobile en Grande-Bretagne. D'autre part, au XIX<sup>e</sup> siècle les bourgeois n'hésitaient pas à utiliser la puissance coalisée de l'Etat (armée, police, justice), des patrons, de l'Eglise et des syndicats jaunes contre les grévistes. ●